



# BUDGET PRIMITIF 2020



## **I – Eléments de contexte : économique, social, budgétaire et de la population**

- 1. La situation géographique**
- 2. Les données démographiques**
- 3. Les données économiques**

## **II – La stratégie financière et l'équilibre du budget 2020**

### **III- Les ressources et charges du budget de fonctionnement 2020**

#### **1. Les recettes de fonctionnement 2020 : 17,7 M€**

- a. le produit fiscal des impôts ménages : 6,6 M€
- b. l'Attribution de Compensation versée par Mayenne Communauté : 4,6 M€
- c. les dotations de l'Etat : 1,6 M€
- d. les autres recettes de gestion : 4,9 M€

#### **2. Les dépenses de fonctionnement 2020 : 15,6 M€**

- a. les dépenses de personnel : 8,7 M€
- b. les dépenses de gestion : 6,4 M€
- c. les frais financiers : 216 K€
- d. les charges exceptionnelles : 9 K€

### **III – Les dépenses et ressources du budget d'Investissement 2020**

#### **1. Les dépenses d'investissement 2020**

- a. les dépenses d'équipement : 7 M€ hors restes à réaliser
- b. le remboursement de la dette et son évolution

#### **2. Les recettes d'investissement 2020 : 10,5 M€ (hors reports 2019)**

- a. les recettes de la section d'investissement
- b. le mode de financement des investissements 2020

## **IV – Niveau de l'épargne brute (ou CAF) et de l'épargne nette**

## **V – Niveau d'endettement de la Ville**

## **VI- Principaux ratios**

## **VII - Montant du budget consolidé**

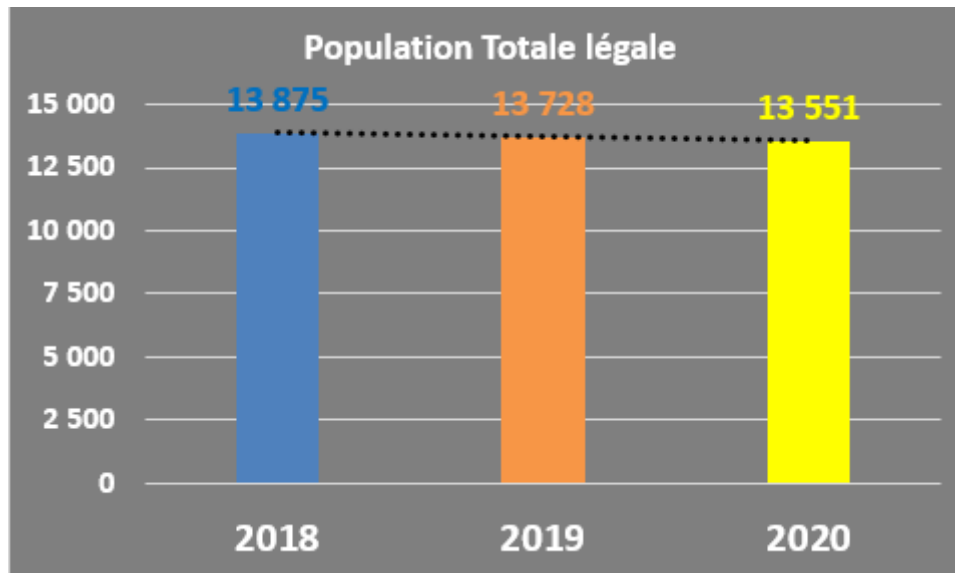


dans une autre commune mais qui ont conservé une résidence sur le territoire de la commune (les personnes étudiantes, les personnes résidants dans une maison de retraite, dans une communauté religieuse ou dans une caserne, les personnes sans domicile fixe).

**La population totale en vigueur au 1er janvier 2020 est de 13 551 habitants** (chiffres INSEE population légale au 1er janvier 2017).

La population totale est la somme de la population municipale et de la population comptée à part.

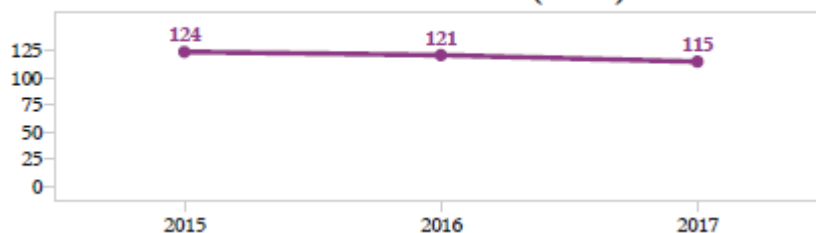
Ainsi, selon l'INSEE, notre ville poursuit sa baisse de population. Il y a un an, la population totale légale était de 13 728 habitants (-177).



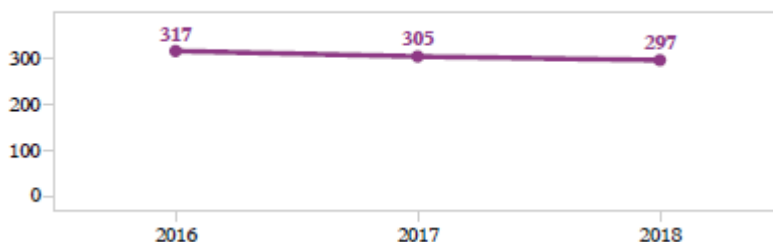
Zoom sur la population des **3 à 16 ans** : elle tend à diminuer en 2019. Sont recensés selon l'INSEE, 2001 enfants à MAYENNE en 2017, 2057 en 2018 et 1973 en 2019 (source DGCL fiches DGF annuelles).

Cette tendance à la baisse de la population « jeune » est corroborée par les données de la CAF sur l'évolution des naissances et des enfants de moins de 3 ans.

#### Evolution des naissances domiciliées (Insee)



#### Evolution des enfants Caf et Msa moins de 3 ans



### 3 . Les données économiques

Le territoire de Mayenne Communauté constitue le 2ème pôle économique du département. Le rôle central de la Ville de Mayenne au sein de Mayenne Communauté est indéniable d'autant qu'il dépasse les frontières de cette dernière. En effet, les 33 communes de Mayenne Communauté sont sous l'influence de 7 bassins de vie. Les communes appartenant au bassin de vie de la Ville de Mayenne représentent un bassin de vie de 30 139 habitants soit 2,2 fois la population de la Ville de Mayenne.

Les activités se concentrent essentiellement sur Mayenne (704 entreprises et 1 155 établissements actifs en 2016). En effet, de nombreuses entreprises de renommée internationale y sont implantées (Seb-Moulinex, Rapido, ERMO, Lactalis, GlaxosmithKline, Floch...) et le premier employeur le Centre hospitalier du Nord Mayenne avec un effectif de 1 100 salariés. Le secteur de l'industrie tient une place importante, avec entre autres une présence marquée des filières agroalimentaire et imprimerie. Pour autant, le tissu économique se caractérise également par un réseau dynamique de Petites et Moyennes Entreprises ainsi que de Très Petites Entreprises, souvent familiales.

Malgré la volonté politique de conserver en centre-ville des équipements comme le cinéma, d'implanter le pôle santé et de développer des animations dans le parc du château pour contribuer à l'animation du centre-ville, le commerce de centre-ville connaît une perte de dynamisme. La conséquence directe est la fermeture définitive de nombre de commerces laissant des vitrines vides (nombre de cellules commerciales en centre-ville de Mayenne : 170 commerces et nombre de cellules commerciales vacantes en centre-ville de Mayenne : 27). Pourtant, le diagnostic de l'Aménagement Artisanal et Commercial constate une diversité commerciale cohérente et meilleure que certaines villes de même strate. Ceci nous invite à revoir le périmètre du centre-ville.

Le nombre d'emplois à Mayenne est important (10 082 en 2014), un taux d'activité des femmes de 15 à 64 ans à 65,4 supérieur au niveau national et un taux de chômage à 6,3% de la population active; des chiffres qui s'interprètent paradoxalement à une pénurie de main d'œuvre (chiffres 2014). Aussi, il est constaté de réelles difficultés pour les entreprises en matière de recrutement avec un réservoir de main d'œuvre restreint et une relative inadéquation entre le niveau de formation et les besoins des entreprises. Le territoire dispose de peu d'établissements de formation initiale supérieure (part des diplômés de l'enseignement supérieur dans la population non scolarisée de 15 ans ou + : 20,8% - taux d'activité des 15 à 24 ans : 51,0% (2014)).

La Ville de Mayenne a connu un développement des activités économiques en 2017 essentiellement endogène mais souffre d'un déficit d'attractivité en direction des salariés et de leurs familles.

### 4 . Les données sociales

Le Centre Communal d'Action Sociale a pour mission d'animer une action générale de prévention et de développement social dans la commune en liaison avec les institutions publiques et privées.

A travers son pôle d'action sociale animé par les conseillères ESF, le CCAS assure l'accueil, l'information, l'orientation et la prise en charge des situations sociales les plus urgentes.

En 2019, le public accueilli au CCAS comprend 53% de personnes seules et 20% de familles monoparentales. 55 % du public a moins de 40 ans avec une majorité de jeunes de 19-30 ans. Concernant les ressources, 1/3 des personnes perçoit les minimas sociaux et 1/3 est salarié.

Comme en 2018, le premier motif des rendez-vous pour 37% des entretiens, a trait à la problématique du logement puis pour 28% des entretiens concernent les démarches administratives et d'accès aux droits.

A noter que le montant des aides alimentaires accordées en 2019 a évolué de + 62% par

rapport à 2018. En 2019, l'aide par bons alimentaires a concerné plus qu'en 2018) pour un total d'aide octroyé de 22 363 € (+ 85,7 % d'aide supplémentaire rapport à 2018).

Cette forte progression s'explique par :

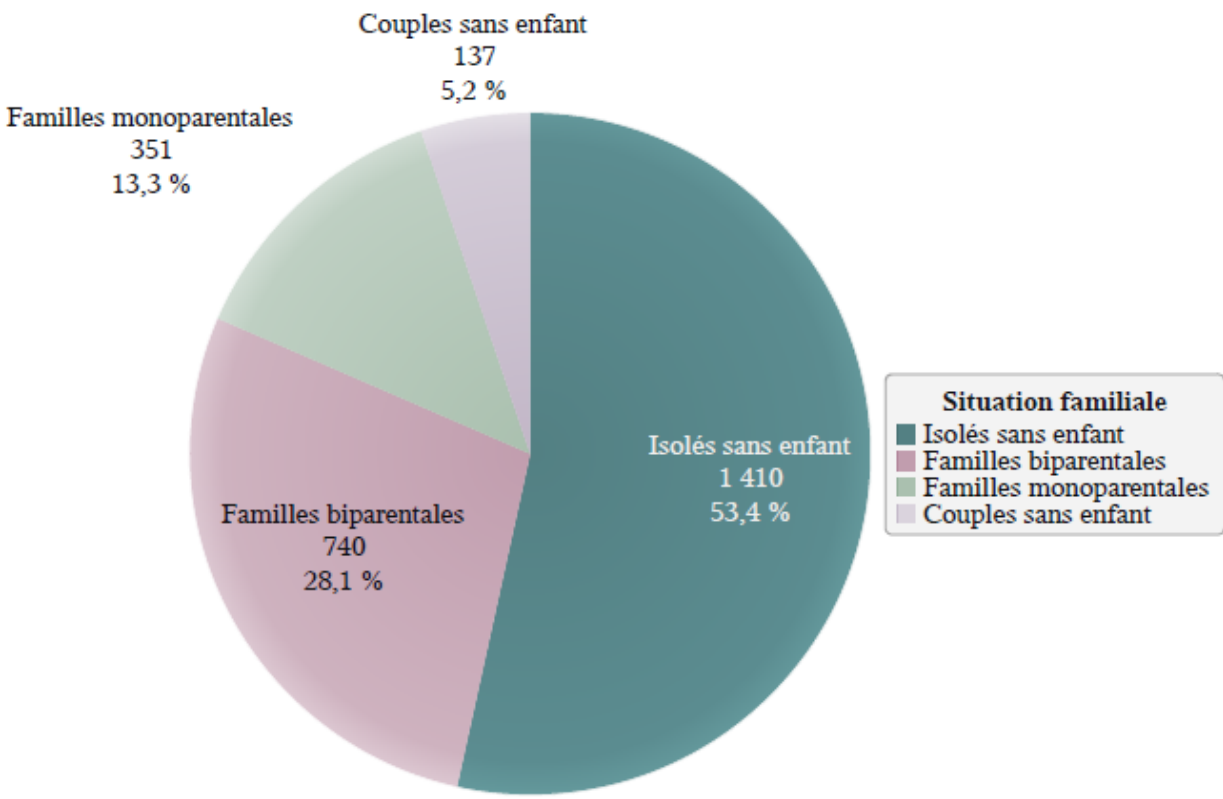
- La précarité financière de nombreuses familles qui ont bénéficié d'aide sur du long terme (10 à 20 semaines consécutives)
- Des situations de surendettement et de séparations de couples plus nombreuses,
- Le soutien nécessaire pour le maintien dans l'emploi.

L'aide sociale facultative du CCAS comprend également outre les bons alimentaires, des secours, des prêts et des réductions périscolaires.

En 2019, la dépense d'aide sociale facultative du CCAS a progressé de 48% avec 40 357 € contre 27 339 € en 2018.

Les données de la Caisse d'allocations familiales sur la Ville au 31/12/2018 :

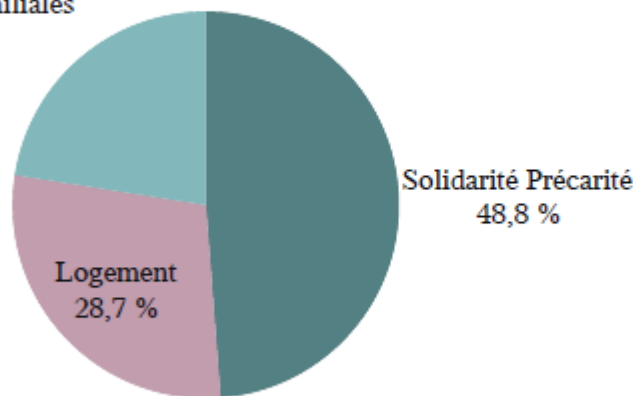
## Structure familiale des foyers allocataires



# Répartition des foyers allocataires par typologie des prestations

## Part des allocataires par type de prestations

Prestations familiales  
22,5 %



### Type de prestations

- Solidarité Précarité
- Logement
- Prestations familiales

## Définition de la typologie des prestations

Les prestations sont classées selon leur « degré de précarité », les allocataires **ne sont comptabilisés que dans une seule catégorie selon la prestation perçue.**

La catégorie **Solidarité-Précarité** comprend : l'allocation aux adultes handicapés (AAH et compléments éventuels), le Revenu de solidarité active (RSA), la prime d'activité (PPA) le Revenu de solidarité Outre-mer (RSO), l'allocation de soutien familial (ASF) ou une des trois prestations internationales (l'allocation différentielle -ADI-, le complément différentiel -CDI- ou l'allocation migrants -AMI-).

La catégorie **logement** comprend : allocation logement à caractère familial-ALF-, ou allocation logement à caractère social -ALS- ou aide personnalisée au logement-APL.

La catégorie **Prestations familiales** comprend : la Prestation d'Accueil du jeune Enfant(PAJE), des allocations familiales (AF), le complément familial (CF), l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH), l'allocation de rentrée scolaire (ARS), l'allocation journalière de

## II – La stratégie financière et l'équilibre du budget

Comme présenté lors du rapport d'orientations budgétaires, la construction du budget 2020 a été guidée à partir des éléments suivants :

1/ Sur la fiscalité : maîtriser la fiscalité en tenant compte de la diminution des dotations de l'Etat et de la réduction du pouvoir d'achat des citoyens/contribuables.

2/ Sur le niveau d'épargne : atténuer l'effet ciseau provoqué par la diminution des recettes et l'augmentation des dépenses de fonctionnement

3/ Sur la politique de désendettement : maîtriser le poids de la dette

4/ Sur le programme d'équipement : maîtriser les dépenses dans le respect des enseignements de la prospective financière présentée lors du rapport d'orientations budgétaires.

L'équilibre du budget 2020 :

FONCTIONNEMENT		FONCTIONNEMENT	
		Dépenses	Recettes
VOTE	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET	23 674 787,00€	17 915 726,80 €
+		+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R.) DE L'EXERCICE PRECEDENT		
	002 RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE		5 759 060,20 €
=		=	=
TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (R.A.R. + Résultat + Crédits votés)		23 674 787,00 €	23 674 787,00 €

INVESTISSEMENT		INVESTISSEMENT	
		Dépenses	Recettes
VOTE	CREDITS D'INVESTISSEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris le compte 1068)	8 611 509,19€	10 451 659,84 €
+		+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R.) DE L'EXERCICE PRECEDENT	580 211,03 €	890 713 ,16 €
	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE	2 150 652,78 €	
=		=	=
TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (R.A.R. + Résultat + Crédits votés)		11 342 373,00 €	11 342 373,00 €

### TOTAL

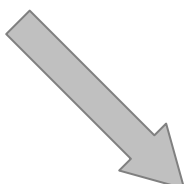
TOTAL DU BUDGET	35 017 160,00 €	35 017 160,00€
-----------------	-----------------	----------------

**Le budget global 2020 se chiffre à 35 Millions d'euros après reprise anticipée des résultats 2019**

## LE BUDGET 2020 en millions d'€

### Fonctionnement :

<i>Dépenses</i>		<i>Recettes</i>	
8,7	<b>personnel</b>	<b>impôts des ménages</b>	6,6
6,6	<b>dépenses de gestion et autres</b>	<b>Attribution de Compensation</b>	4,8
0,8	<b>intérêts dette et opérations d'ordre</b>	<b>État</b>	1,6
	<b>Épargne = 7,5 M€</b>	<b>recettes de gestion et autres</b>	4,9
		<b>Résultat 2019</b>	5,8



### Investissement :

<i>Dépenses</i>		<i>Recettes</i>	
7,8	<b>dépenses d'équipement et opération d'ordre</b>	<b>Épargne = 7,5 M€</b>	
1,4	<b>remboursement de dette en capital</b>	<b>recettes d'équipement</b>	3,8
2,1	<b>Résultat 2019</b>		

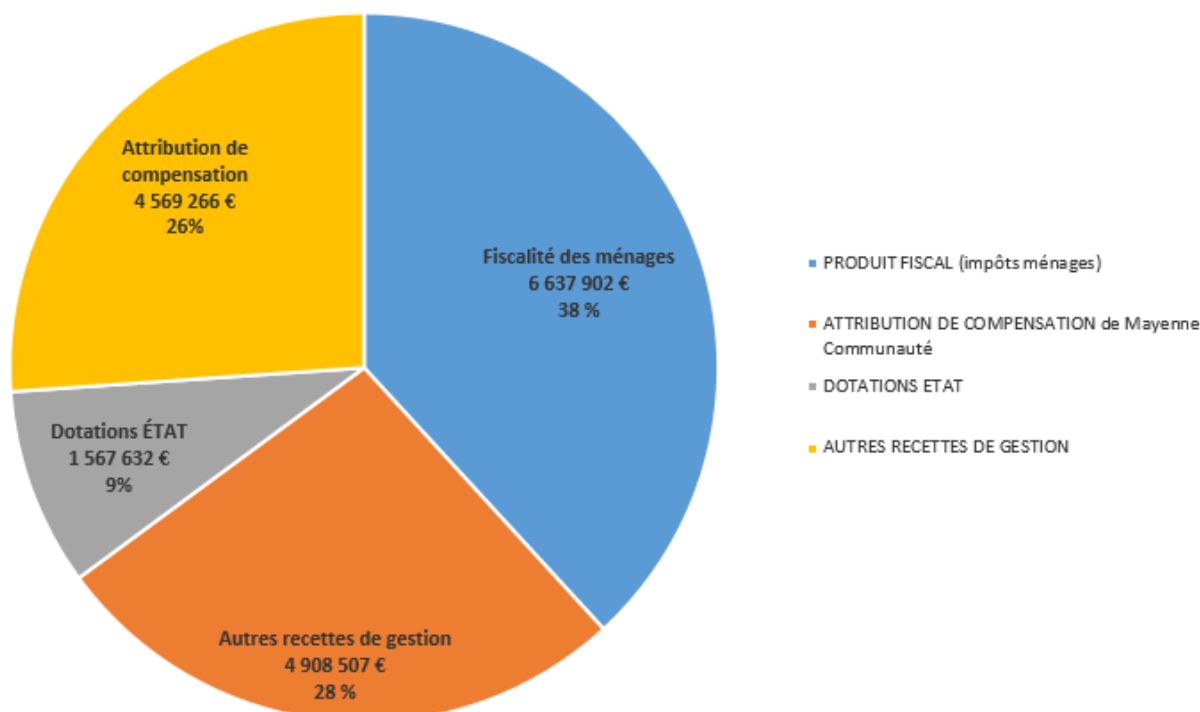
### III- Les ressources et charges du budget de fonctionnement 2020

#### 1. Les recettes réelles de fonctionnement 2020 : 17,7 M€

	BP 2019	BP 2020	évolution N-1 en %	évolution N-1 en €
<b>TOTAL DES RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>17 756 977 €</b>	<b>17 683 307 €</b>	<b>-0,41 %</b>	<b>-73 670 €</b>
PRODUIT FISCAL (impôts ménages)	6 537 158 €	6 637 902	1,54 %	100 744 €
ATTRIBUTION DE COMPENSATION de Mayenne Communauté	4 555 430 €	4 569 266	0,30 %	13 836 €
DOTATIONS ETAT	1 621 150 €	1 567 632	-3,30 %	-53 518 €
AUTRES RECETTES DE GESTION	5 043 239 €	4 908 507	-2,67 %	-134 732 €

Les recettes réelles de fonctionnement 2020 s'élèvent à **17 683 307 €**. Elles présentent une diminution de 73 670 € par rapport au budget voté en 2019. Elles comprennent : 6,6 M€ de fiscalité directe locale (produit des impôts ménages), 4,6 M€ d'attribution de compensation versée par Mayenne Communauté, 1,6 M€ de dotations de l'Etat et enfin 4,9 M€ de recettes de gestion liées aux produits des services ou à la participation d'organismes divers.

#### Répartition des recettes réelles 2020



Deux postes de recettes entraînent à la baisse nos recettes totales : il s'agit des autres recettes de gestion (-134 732 €) et en second lieu des dotations de l'État (-53 518 €). La première baisse

a pour origine :

- le niveau des recettes exceptionnelles de 2019 formées des remboursements de l'assurance du hall d'exposition (100 000 € d'avance sur l'indemnisation) et l'exercice 2019 (syndicat mixte de l'apprentissage en Mayenne) de 40 348 €
- la baisse des recettes tirées de nos services dont celles du restaurant municipal,

La seconde source de diminution trouve son origine dans la baisse des dotations de l'Etat et notamment de la dotation forfaitaire qui subit selon nos estimations une diminution de 65 000€ en 2020. La notification interviendra courant mars.

Comparons maintenant ces recettes prévisionnelles 2020 à celles réalisées en 2019 :

	CA 2019	BP 2020	évolution N-1 en %
<b>TOTAL DES RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>18 271 059 €</b>	<b>17 683 307 €</b>	<b>-3,22 %</b>
PRODUIT FISCAL (impôts ménages)	6 560 392 €	6 637 902	1,18 %
ATTRIBUTION DE COMPENSATION de Mayenne Communauté	4 555 430 €	4 569 266	0,30 %
DOTATIONS ETAT	1 596 474 €	1 567 632	-1,81 %
AUTRES RECETTES DE GESTION	5 384 204 €	4 888 606	-9,20 %
RECETTES EXCEPTIONNELLES	174 559 €	19 901	-88,60 %

Même constat mais plus accentué : les recettes réelles de fonctionnement 2020 diminuent de 3,2 % par rapport au réalisé 2019 (- 587 752 € en valeur). A l'origine de cet écart on retrouve le niveau des recettes exceptionnelles propres à l'exercice 2019 (assurance hall d'exposition ; clôture du SMAM; niveau du versement transport ...)

Nous présentons ce rapport explicatif sur le budget 2020 en analysant les écarts entre le réalisé 2019 et le budget 2020.

#### **a. le produit fiscal des impôts ménages : 6,6M€ = 38% des recettes réelles de fonctionnement de la Ville**

Comme expliqué lors du ROB 2020, la loi de finances pour 2020 est marquée par ses dispositions relatives aux modalités de disparition et de compensation de la Taxe d'Habitation sur les Résidences Principales (THRP).

Cette mesure fiscale décidée par le Parlement de dispenser 80% des ménages du paiement de la taxe d'habitation de manière progressive sur 3 ans, est sans incidence sur le budget de la Ville qui perçoit un produit fiscal équivalent. Ce dégrèvement (et non pas exonération) de la taxe d'habitation n'a pas d'incidence sur les bases notifiées. Il est intégralement pris en charge par l'Etat. Conformément à la LFI 2018 (art 5), la réduction de la cotisation acquittée par 80% des contribuables à la TH sur leur résidence principale se situe à 100% en 2020 (après 65% en 2019 et 30% en 2018). L'année 2020 sera la dernière au titre de laquelle les collectivités percevront un produit de THRP.

**Pour la dixième année consécutive**, la municipalité a décidé de ne pas augmenter les taux d'imposition en 2020. Le produit fiscal évoluera à la hausse uniquement par le mécanisme des variations physiques (changements dans les locaux imposables) et par l'effet de la variation nominale. Cette année, cette dernière évolue différemment suivant les taxes imposées.

Ainsi la revalorisation annuelle forfaitaire des valeurs locatives sur la THRP a été fixée à **0,9%**. Pour les taxes foncières et la taxe d'habitation sur les résidences secondaires, la revalorisation

des bases correspond à celle de droit commun fondée depuis 2017 sur l'inflation constatée en novembre de l'année précédente à savoir 1,2% pour 2020.

### L'évolution des bases fiscales de fiscalité directe:

Le vote du budget 2020 intervient avant la notification des bases fiscales par les services fiscaux. Le produit fiscal 2020 (6 637 902 €) est calculé à partir d'une estimation des bases 2020 calculée selon les bases définitives de 2019.

Les bases 2020 estimées :

Les bases	Bases définitives 2019	Bases estimées 2020	Evolution en %
Taxe d'habitation	19 202 669	19 471 506	1,40%
Foncier Bâti	20 369 506	20 603 755	1,15%
Foncier Non Bâti	136 799	136 799	0,00%
	39 708 974	40 212 060	1,27%

Notre prévision budgétaire est bâtie à partir d'une variation globale des bases de 1,4% sur la TH, 1,15 % sur le foncier bâti et 0% sur le foncier non bâti.

Désormais, depuis 2017, les bases de la taxe foncière et de la taxe d'habitation sont actualisées chaque année en fonction de l'inflation. Ainsi, la revalorisation nominale des bases locatives de Taxe d'Habitation sur les résidences principales a été fixée à 0,9% (loi de finances 2020) et celle des bases de Foncier Bâti des locaux d'habitation (pour les ménages) à 1,2%. En effet, toujours depuis 2017, les bases de Foncier Bâti des locaux professionnels et industriels évoluent différemment. Elles font l'objet d'une évaluation spécifique, adossée notamment à des tarifs au m<sup>2</sup>, différents selon le type de local et la section cadastrale d'implantation.

### Produit fiscal 2020 = 6 637 902 €

Comme présentés lors du ROB, les taux de fiscalité 2020, demeurent inchangés et sont maintenus à leurs niveaux de 2019.

L'application du taux de fiscalité aux bases ci-dessus estimées aboutit à un produit fiscal 2020 estimé de **6 637 902 €**.

Le produit fiscal 2020	Bases estimées 2020	les taux 2020	Le produit 2020 estimé
Taxe d'habitation	19 471 506	13,04%	2 539 084 €
Foncier Bâti	20 603 755	19,62%	4 042 457 €
Foncier Non Bâti	136 799	41,20%	56 361 €
		<b>TOTAL</b>	<b>6 637 902 €</b>

La seule variation des bases (physiques + nominales) fait progresser notre produit fiscal prévisionnel de **81 016 €** (+1,24%) par rapport au produit perçu en 2019. Notre prévision est prudente à ce stade et en lien avec les variations de bases enregistrées lors de la notification des bases définitives de 2019. Pour 2020, les bases prévisionnelles nous seront notifiées vraisemblablement durant la première quinzaine du mois de mars. Elles donneront lieu alors à une décision modificative afin d'ajuster le budget 2020 au produit fiscal notifié.

## b. l'Attribution de Compensation versée par Mayenne Communauté

Depuis le passage en fiscalité professionnelle unique au 1er janvier 2002, le produit de la fiscalité des entreprises n'est plus perçu par la Ville mais par la Communauté de Communes. En contrepartie, il est garanti et reversé à chaque commune sous la forme d'une Attribution de Compensation (AC), déduction faite de la charge nette des dépenses transférées à la Communauté de Communes.

L'AC 2019 a été fixée par la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) de Mayenne Communauté le 17 juin 2019. Cette CLECT a déterminé une minoration due au titre du transfert de la compétence Gemapi et une majoration pour la restitution de l'entretien de chemins de randonnée. Ainsi l'AC 2019 s'est élevée à 4 555 430 €.

Au titre du budget 2020, le montant d'AC versé par Mayenne Communauté tient compte de la convention signée entre la Ville et le TEM pour l'éclairage public laquelle intègre les zones d'activités de Mayenne Communauté pour lesquelles, la Ville subit depuis 2003, une minoration d'AC qui n'a désormais plus lieu d'être. Ainsi, l'AC 2020 est estimée en progression de 13 836 €. Son montant définitif sera arrêté par la CLECT organisée en 2020.

A noter qu'une seconde recette fiscale versée par Mayenne Communauté est budgétée au titre d'une **dotation de solidarité exceptionnelle** d'un montant identique à celle perçue en 2019 soit 236 117 €. Au titre du présent rapport elle est intégrée dans les autres recettes de gestion (autres impôts et taxes).

## c. les dotations de l'Etat : 1,6M€

La péréquation verticale = 1 567 632 €

Pour Mayenne, les ressources 2020 en provenance de l'Etat se décomposent comme suit :

		Montants perçus en 2018	Montants perçus en 2019	BP 2020	évolution N-1 en %	évolution N-1 en €
<b>La DGF</b>	Dotation forfaitaire	889 986 €	824 440 €	759 440 €	-8%	-65 000 €
	Dotation de Solidarité Rurale	261 943 €	278 354 €	278 354 €	0%	0 €
	Dotation de Solidarité Urbaine	141 532 €	149 460 €	149 460 €	0%	0 €
	Dotation Nationale de Péréquation	8 574 €	10 289 €	10 289 €	0%	0 €
<b>Les autres dotations</b>	Dotation de recensement et titres sécurisés	14 816 €	14 664 €	14 620 €	0%	-44 €
	FCTVA (sur les dépenses de fonctionnement éligibles)	28 016 €	21 087 €	35 000 €	66%	13 913 €
	Les compensations fiscales	276 389 €	298 180 €	320 469 €	7%	22 289 €
<b>TOTAL</b>		<b>1 621 256 €</b>	<b>1 596 474 €</b>	<b>1 567 632 €</b>	<b>-2%</b>	<b>-28 842 €</b>

⇒ la Dotation forfaitaire (une des 4 composantes de la Dotation Globale de Fonctionnement)

A partir de 2011, les collectivités ont subi le gel en valeur de la DGF.

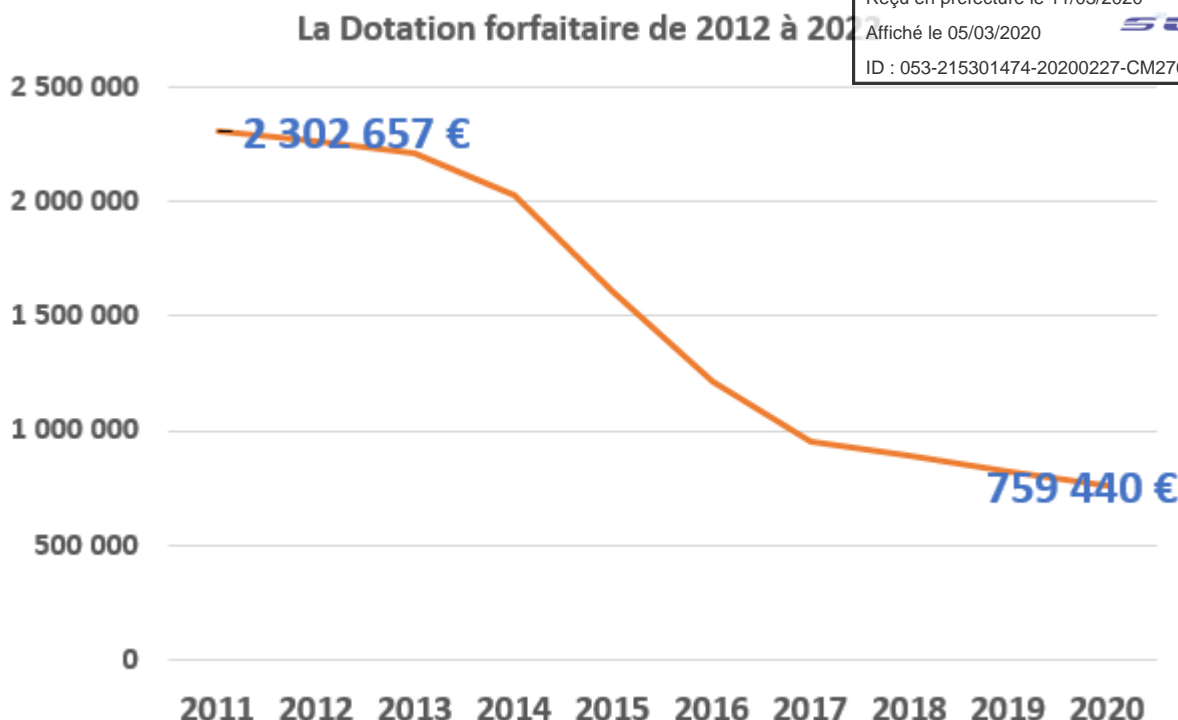
Puis, sur la période 2014-2017, le gouvernement a décidé de réduire la DGF de 11,5Md€ en mettant en place la contribution au redressement des finances publiques.

Depuis 2018, le gouvernement a mis fin à la contribution des finances publiques tout en maintenant le mécanisme d'écêtement sur la dotation forfaitaire par le biais de 2 mécanismes :

- si le potentiel fiscal par habitant est supérieur à 75% du potentiel fiscal moyen par habitant
- et l'évolution de la population à la baisse.

En 2020, pour la troisième année consécutive, la Ville est impactée par les effets cumulatifs de ces 2 mécanismes.

Evolution de la dotation forfaitaire de la Ville depuis 2011 :



En 2020, au titre du 1<sup>er</sup> écrêtement, nous prévoyons une baisse de notre dotation forfaitaire de 52 000 €. Au titre de l'écrêtement sur l'évolution de la population, nous prévoyons une baisse de 13 000 €.

CALCUL DOTATION FORFAITAIRE 2020	Estimation BP 2020
Dotation forfaitaire de référence (2019)	824 440 €
Ecrêtement car potentiel fiscal/hab est supérieur à 0,75 fois le potentiel fiscal moyen	-52 000 €
Evolution de la population entre 2018 et 2019	-13 000 €
<b>Dotation forfaitaire 2020</b>	<b>759 440 €</b>
<b>Ecart</b>	<b>-65 000 €</b>

Au total, la dotation forfaitaire inscrite au budget 2020 s'élève à **759 440 €**. La perte de recette par rapport à celle perçue en 2019 est estimée à 65 000 €.

Pour obtenir la DGF, la dotation forfaitaire est complétée de dotations de péréquation avec la Dotation de Solidarité Urbaine (DSU), la dotation de solidarité rurale (DSR) et la Dotation Nationale de Péréquation. Ces dotations de péréquation verticale sont inscrites pour un total de 438 103 € qui correspond aux montants perçus en 2019, l'État n'ayant pas signalé de modification sur le calcul de ces dotations. Il a toutefois fait progresser globalement de 90M€ les enveloppes de DSU et DSR pour 2020.

⇒ Le Fonds de Compensation à la TVA (FCTVA) = 35 000 €

Depuis la loi de finances de 2016, les Collectivités locales bénéficient du FCTVA au titre de leurs dépenses de fonctionnement que constituent les dépenses d'entretien des bâtiments publics, de la voirie et des réseaux. Pour la Ville, nos dépenses 2019 éligibles permettent de prétendre à une compensation (au taux de 16,404%) de 35 000 € en 2020. Notre recette est en progression du fait du volume des travaux de réparation effectués sur notre patrimoine bâti en 2019 (gros entretien des chaudières ; couverture salles de tennis ; Maison de la Petite Enfance).

⇒ les compensations fiscales ou allocations compensatrices = 320 469 €

Elles sont perçues par la Ville en contrepartie de la perte de ressources consécutives aux exonérations accordées par l'Etat en matière de fiscalité directe locale.

Celle dont le poids est le plus important concerne les allocations compensatrices de taxe d'habitation. Nous projetons une progression de l'ordre de 22 300 € des allocations

compensatrices à la TH (total inscrit de 308 469 €).

Les allocations compensatrices de taxes foncières sont inscrites pour des montants identiques à ceux perçus en 2019 (pour un total de 12 000 €) en précisant que pour l'année 2018 l'allocation compensatrice de Taxe Professionnelle (dotation unique des compensations spécifiques de TP) est supprimée (- 9 899 €). Deux autres compensations sont inscrites au budget : d'une part la dotation de recensement (2 490 € notifié en octobre dernier), d'autre part la dotation pour les titres sécurisés (12 130 €, montant forfaitaire identique à 2019).

Au total, l'ensemble des dotations versées par l'Etat sont présentées en baisse de 28 842 € au budget 2020 représentant une baisse de 1,8 %.

#### d. les autres recettes de gestion : 4,9M€

Les recettes de gestion sont prévues à hauteur de 4,9 M€, en diminution de 11,7% (- 650 256 € par rapport au réalisé 2019). C'est ce poste de recettes qui supporte la chute de nos recettes totales entre 2019 et 2020.

Ces recettes de gestion se décomposent ainsi :

	Montants perçus en 2018	Montants perçus en 2019	BP 2020	évolution budget N-1 en %	évolution budget N-1 en €
Versement transport	183 005 €	570 151 €	370 000 €	-35%	-200 151 €
Autres impôts et taxes	795 865 €	1 126 352 €	1 093 117 €	-3%	-33 235 €
Fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales	159 683 €	161 344 €	160 000 €	-1%	-1 344 €
Recettes tarifaires y compris les loyers	1 582 547 €	1 723 244 €	1 573 289 €	-9%	-149 955 €
Recettes issues de la mutualisation du personnel et des moyens autres	1 461 458 €	776 468 €	788 350 €	2%	11 882 €
Participations des partenaires	786 082 €	786 398 €	741 850 €	-6%	-44 548 €
Autres recettes	350 652 €	414 806 €	181 901 €	-56%	-232 905 €
<b>TOTAL</b>	<b>5 319 292 €</b>	<b>5 558 763 €</b>	<b>4 908 507 €</b>	<b>-11,7%</b>	<b>-650 256 €</b>

Cette forte diminution trouve son origine dans 5 postes des recettes :

1<sup>er</sup> impact sur les recettes 2020 : le versement transport avec des recettes très élevées en 2019 qui ont pour origine des régularisations de cotisations intervenues en 2019,

2<sup>nd</sup> impact en 2020 : l'absence de prévision au titre des rôles supplémentaires de fiscalité directe locale. Ce montant est non prévisible, il fluctue d'années en années.

3<sup>ème</sup> impact en 2020 : les recettes tarifaires sont inscrites selon la fréquentation estimée par les services pour 2020 dont celle du restaurant municipal ;

4<sup>ème</sup> impact en 2020 : les participations des partenaires comme celle de la CAF au titre des prestations de services ordinaires et au titre de la prestation du contrat enfance jeunesse ont été estimées selon la fréquentation escomptée des services enfance (553 850 €) ;

5<sup>ème</sup> impact sur les recettes 2020 : les autres recettes avec les produits exceptionnels de 2019 liés aux remboursements des assurances, à la clôture du SMAM ou encore à la reprise de provision Copainville ne se reproduiront pas en 2020.

Déclinons ces autres recettes de gestion poste par poste :

#### Le versement transport (370 000 €)

Avec pour objectif de restructurer son réseau de transport urbain, la Ville a instauré, par délibération du 21 septembre 2017, la contribution dite du versement transport correspondant à une participation des employeurs occupant 11 salariés et plus, tout en maintenant la gratuité d'accès aux usagers.

Pour 2020, nous inscrivons une recette de 370 000 € calculée à partir d'un taux de 0,20% et augmentée de 250 000 € par rapport au montant attendu au budget 2019. Cette forte augmentation (48%) est en lien avec la recette perçue en 2019 de 570 151 €. Nous considérons cette recette 2019 ponctuelle dans la mesure où plusieurs établissements ont fait l'objet de régularisations. Pour autant, le nombre de cotisants et le volume de cotisations

augmentant, nous attendons un produit 2020 de 370 000 €.

#### Les autres impôts et taxes ( 1 093 117 €)

Envoyé en préfecture le 11/03/2020

Reçu en préfecture le 11/03/2020

Affiché le 05/03/2020

**SLO**

ID : 053-215301474-20200227-CM270220DELIB06-BF

	Montants perçus en 2018	Montants perçus en 2019	BP 2020	évolution budget N-1 en %	évolution budget N-1 en €
Dotation de Solidarité Communautaire exceptionnelle	- €	236 117 €	236 117 €		- €
Impôts ménages - Rôles supplémentaires	16 271 €	20 571 €	- €	-100%	- 20 571 €
Droits de place - marchés	18 430 €	22 419 €	22 000 €		- 419 €
Droits de stationnement	5 597 €	- €	- €		- €
Taxe de crémation	90 480 €	90 263 €	90 000 €	-1%	-263 €
Taxe sur la consommation finale d'électricité	303 032 €	305 073 €	305 000 €	1%	-73 €
Taxe locale sur les emplacements publicitaires	88 211 €	110 839 €	110 000 €	25%	-839 €
Taxe additionnelle aux droits de mutation	273 845 €	341 070 €	330 000 €	21%	-11 070 €
<b>TOTAL</b>	<b>795 865 €</b>	<b>1 126 352 €</b>	<b>1 093 117 €</b>	<b>-3,0%</b>	<b>-33 235 €</b>

Notre prévision de recettes pour les autres impôts et taxes pour 2020 est effectuée à partir des montants encaissés en 2019 dont la DSC maintenue pour 2020 par Mayenne Communauté au montant de 2019 à savoir 236 117 €.

A noter que la taxe crémation est maintenue à son niveau de 2019 sur la base de 1 125 crémations annuelles au tarif unitaire de 80 €. Nous estimons que l'impact de l'ouverture du crématorium de Laval se fera sentir en 2021 et pas en 2020.

La taxe sur les droits de mutation dont le taux est fixé par le Code Général des Impôts (articles 1584 et 1595 bis) à 1,2%, est attendue pour 2020 à 330 000 € à un niveau prudent compte tenu de la moyenne du réalisé entre 2018 et 2019 (307 500 €).

#### Le FPIC ( 160 000 €)

Le FPIC est un mécanisme de péréquation horizontale pour le secteur communal. Il consiste à prélever une fraction des ressources fiscales de certains territoires pour la reverser à des territoires moins favorisés. La notion de territoire recouvre la prise en compte de la richesse des communes et de l'EPCI, en utilisant la mesure du potentiel financier agrégé.

L'enveloppe nationale du FPIC est désormais stabilisée à 1Md€.

Depuis 2016, la Ville perçoit une partie du FPIC destiné au territoire de Mayenne Communauté selon le principe du droit commun. Ce mécanisme de droit commun prévoit un premier niveau de répartition entre l'EPCI et ses communes membres au prorata du coefficient d'intégration fiscale et un second niveau entre les communes en fonction de l'insuffisance du potentiel financier par habitant des communes. Ainsi, en 2019, la Ville a perçu un montant brut de 161 344 € et en même temps, la Ville a contribué à hauteur de 59 449 € soit un montant net de 101 895 €. En 2020, ce chiffre en recettes (160 000 €) est reconduit et en dépenses (65 000 €) est réévalué de 5 000 € compte tenu du relèvement annuel du seuil de prélèvement décidé par l'État.

#### Les recettes tarifaires et les loyers (1,6 M€)

Elles comprennent notamment les recettes facturées par nos services au regard de leur fréquentation. On trouve entre autres les recettes du multi-accueil petite enfance, des accueils périscolaires, des centres de loisirs, des droits de terrasse, du restaurant municipal, des jardins familiaux, du parking du château, ainsi que les recettes liées aux revenus de nos immeubles.

Ci-après le détail des recettes 2020 prévues au budget primitif :

	Montants perçus en 2018	Montants perçus en 2019	BP 20	en %	en €
Concessions du cimetière	36 101 €	37 187 €	35 000 €	-6%	- 2 187 €
Redevances funéraires	13 336 €	12 453 €	12 500 €	0%	48 €
Droits de terrasses	10 899 €	9 625 €	10 000 €	4%	375 €
Redevances d'occupation du domaine public	22 708 €	23 793 €	22 500 €	-5%	-1 293 €
jardins familiaux et parking du château	9 553 €	9 405 €	8 600 €	-9%	-805 €
Utilisation salles de sport	5 718 €	2 038 €	1 100 €	-46%	-938 €
Redevances de fréquentation des services accueil Enfance et Petite Enfance	282 870 €	282 954 €	275 657 €	-3%	-7 297 €
Produit issu de la restauration municipale	831 691 €	1 010 211 €	900 000 €	-11%	-110 211 €
Redevances de fréquentation des services périscolaires	18 149 €	19 307 €	16 310 €	-16%	-2 997 €
Autres tarifications (jumelage)	6 640 €	2 431 €	4 000 €	65%	1 569 €
Loyers immobiliers	344 881 €	313 841 €	287 622 €	-8%	-26 219 €
<b>TOTAL</b>	<b>1 582 547 €</b>	<b>1 723 244 €</b>	<b>1 573 289 €</b>	<b>-8,7%</b>	<b>-149 955 €</b>

Notre perte de recettes sur ce poste serait de l'ordre de 150 000 € avec deux diminutions importantes sur le restaurant municipal (- 110 211 €) d'une part et sur les loyers d'autre part (-26 219 €).

Entre 2018 et 2019, le restaurant municipal a enregistré une augmentation de ses recettes de 178 520 €. Cette progression de 21,5% s'explique par l'augmentation des tarifs de 2% décidée pour les repas scolaires à effet du 1<sup>er</sup> janvier 2019 (tarifs maintenus en 2020) et par l'augmentation du nombre de repas fabriqués. Le restaurant a en effet fabriqué en 2019, 5 935 repas scolaires supplémentaires ; 1 004 repas supplémentaires destinés aux réfugiés ; et 4 020 repas supplémentaires destinés aux personnes âgées (portage de repas et FRPA). A noter qu'une partie de l'augmentation est propre à l'exercice 2019 car nous avons comptabilisé sur l'exercice 2019 la recette de la régie décembre 2019, ce qui n'avait pu être le cas en 2018. Nous avons ainsi un encaissement mensuel supplémentaire de 54 780,77 €, l'exercice 2019 ayant enregistré 13 mois d'encaissements par rapport à l'exercice 2018 qui en a compté 12.

La seconde diminution de la recette du restaurant par rapport à 2019 a trait à des recettes 2019 que l'on considère ponctuelles (propre à l'exercice 2019) qui ne devraient pas se renouveler. Le restaurant a en effet, sur un trimestre en 2019, assuré la fabrication des repas pour les élèves de Marcellé la Ville suite à des travaux dans leur salle de restauration.

Au niveau des loyers, la diminution des recettes s'explique par :

- la fin du moratoire Agitato Formation et Les Possibles accordé en 2013 (12 276 € annuel de 2014 à 2019),
- la fin de la location payante rue du Château Trompette par le CIO (4 536 € perçus en 2019),
- l'arrêt des locations du hall d'exposition (3 371 € perçu en 2019),
- la révision à la baisse des recettes de loyers issues des logements vieille route d'Ambrières.

Les recettes issues de la mutualisation du personnel et des moyens (788 K€)

	Montants perçus en 2018	Montants perçus en 2019	BP 2020	Evolution budget N-1	Evolution budget N-1
Remboursements des budgets annexes et du CCAS pour la mise à disposition du personnel	428 116 €	405 079 €	404 500 €	0%	-579 €
Remboursements de Mayenne Communauté pour la mise à disposition de personnel	634 504 €	- €	- €	#DIV/0!	0 €
Remboursements des associations culturelles	- €				0 €
Remboursements de frais par les budgets annexes	3 060 €	1 764 €	2 500 €	42%	736 €
Remboursement de frais par le CCAS	7 162 €	4 453 €	4 500 €	1%	47 €
Remboursement de frais par Mayenne Communauté	335 212 €	303 630 €	320 700 €	6%	17 070 €
Autres remboursements de frais (publicité journal municipal, animaux divagants etc)	53 405 €	61 542 €	56 150 €	-9%	-5 392 €
<b>TOTAL</b>	<b>1 461 458 €</b>	<b>776 468 €</b>	<b>788 350 €</b>	<b>1,5%</b>	<b>11 882 €</b>

Ces recettes se présentent en quasi-stagnation par rapport au réalisé 2019 (+ 11 882 €).

Pour rappel, en 2018, la Ville a perçu pour la dernière année le remboursement de Mayenne Communauté du coût des agents mis à disposition en 2017 et du coût des heures des services techniques à hauteur de 634 504 €. Avec la mise en place de la gestion unifiée du personnel, la Ville de Mayenne ne perçoit plus de remboursement de la part de Mayenne Communauté pour ses agents qui œuvrent pour le compte de Mayenne Communauté. La Ville rembourse chaque mois l'employeur unique Mayenne Communauté par référence aux temps de travail effectués pour le compte de la Ville en année n-2 (puis régularisé en cours d'année lorsque les % de l'année n-1 sont connus).

Avant le 1<sup>er</sup> janvier 2018, les indemnités journalières, les recettes liées aux remboursements des activités syndicales, des congés paternité, des suppléments familiaux, des emplois d'avenir, des chèques déjeuners, du fonds d'insertion des personnels en situation d'handicap, étaient comptabilisées par la Ville sur des natures individualisées appropriées.

Avec la gestion unifiée du personnel, toutes ces recettes sont perçues par Mayenne Communauté puis reversées par celle-ci à la Ville sur une nature comptable générique retraçant les flux croisés entre collectivités («remboursement de frais par Mayenne Communauté»). Cette recette en 2020 est inscrite pour 320 700 €. Elle comprend toutes les recettes citées précédemment.

Les remboursements des budgets annexes 2020 au titre du personnel mis à disposition comprennent ceux au titre du funérarium pour 44 600 € (réalisé 2019 à 44 037€), du service pompes funèbres pour 194 000 € (réalisé 2019 à 188 586 €), du crématorium pour 104 100 € (réalisé 2019 à 108 439 €), du budget annexe Eau et Assainissement pour 26 400 € (réalisé 2019 à 26 349€) et du CCAS pour 35 400 € (réalisé 2019 à 37 668 €).

#### Les participations des partenaires (741 K€)

Les participations de nos partenaires sont inscrites pour 741 850 € en diminution de 44 548 €.

	Montants perçus en 2018	Montants perçus en 2019	BP 2020	évolution budget N-1 en %	évolution budget N-1 en €
Participations de l'ETAT (TAP)	42 491 €	45 092 €	48 000 €	6%	2 909 €
Département pour CIMA	20 000 €	20 000 €	20 000 €	0%	0 €
Participation des communes pour les écoles	49 070 €	48 099 €	49 000 €	2%	901 €
Remboursements assurances	20 026 €			#DIV/0!	0 €
Participation CAF	549 313 €	584 787 €	538 000 €	-8%	-46 787 €
Participation MSA	12 723 €	18 049 €	15 850 €	-12%	-2 199 €
Participation pour les équipements scolaires	92 460 €	70 372 €	71 000 €	1%	628 €
<b>TOTAL</b>	<b>786 082 €</b>	<b>786 398 €</b>	<b>741 850 €</b>	<b>-5,7%</b>	<b>-44 548 €</b>

Comme le montre le tableau ci-dessus, le principal partenaire de la Ville de Mayenne est la CAF par le biais des prestations de services versées dans le cadre du Contrat Enfance Jeunesse et des prestations de services ordinaires. Le produit attendu en 2020 est de 538 000 €. Il est présenté en baisse suite à l'adhésion au service commun jeunesse de Mayenne Communauté et du Cesam. Les prestations de la CAF à ce titre sont perçues par Mayenne Communauté.

La recette pour la mise à disposition de nos équipements sportifs au Département pour les collégiens et à la Région pour les lycéens est attendue pour 71 000 €. Son niveau stagne. En 2018, notre recette était supérieure du fait de la facturation de la fréquentation de la piscine R Buron par les collégiens et lycéens.

Les participations de l'Etat à hauteur de 48 000 € relèvent du fonds de soutien au développement des activités périscolaires calculé selon les effectifs scolaires dans le cadre des activités TAP proposées.

#### Les autres recettes (182 K€)

	Montants perçus en 2018	Montants perçus en 2019	BP 2020	évolution budget N-1 en %	évolution budget N-1 en €
Stocks magasin et carburant	130 401 €	144 668 €	145 000 €	0%	332 €
indmnités journalières et supplément familial de traitement	95 132 €	54 892 €	- €	-100%	-54 892 €
Produit de cessions	78 117 €	2 576 €	- €	-100%	-2 576 €
Autres Recettes exceptionnelles	47 002 €	12 526 €	8 901 €	-29%	-3 625 €
Remboursements assurances	- €	119 120 €	11 000 €	-91%	-108 120 €
Reprise provision Copainville	- €	40 676 €	17 000 €	-58%	-23 676 €
Excédent de clôture SMAM	- €	40 348 €	- €	-100%	-40 348 €
<b>TOTAL</b>	<b>350 652 €</b>	<b>414 806 €</b>	<b>181 901 €</b>	<b>-48,1%</b>	<b>-232 905 €</b>

Elles comprennent pour 145 000 € les stocks du magasin et du garage ainsi que des recettes exceptionnelles pour 19 901 € et 17 000 € de reprise de provision sur la garantie d'emprunt accordée à l'association Copainville.

La différence avec le réalisé 2018 (à 350 652 € au total) s'explique par les cessions et par les indemnités journalières.

Au niveau des cessions, la prévision budgétaire des cessions s'opère en section d'investissement (chapitre 024) et se réalise au chapitre 77. Si en 2018, la Ville a réalisé des cessions à hauteur de 78 117 € (l'immeuble rue Fontaine pour 20 000 € et du matériel via le site web enchères pour le reste), et en 2019 deux ventes de véhicules, au titre de 2020 au chapitre 024 (recette de la section d'investissement), nous prévoyons l'inscription d'une cession de matériels divers pour un total de 5 000 €.

Pour la dernière fois en 2019, la Ville a perçu des indemnités journalières pour des arrêts maladie de 2017 à hauteur de 54 892 €. Avec la gestion unifiée, la Ville n'est plus employeur, elle ne perçoit donc plus directement les indemnités journalières. Mayenne Communauté lui

reverse si l'agent était dans les effectifs de la Ville au 31/12/2017 (le poste « remboursement de frais par Mayenne Communauté »). L'exercice 2019 (réalisé à 414 806 €) a comptabilisé des remboursements total de 119 120 € dont 100 000 € d'avance sur l'assurance du hall des expositions. Autre recette propre à l'exercice 2019, celle de l'excédent de clôture du Syndicat d'Apprentissage de la Mayenne (40 348 €). Enfin en 2019, la reprise de provision constituée pour la dette garantie de Copainville s'est élevée à 40 348 €. Elle correspondait aux remboursements de l'association de 2 exercices (2018 et 2019). Au titre de 2020, la reprise de provision est budgétée à hauteur des paiements que l'association s'est engagée à effectuer au cours de cet exercice 2020.

Au total, nos recettes réelles de fonctionnement sont marquées par une légère tendance à la baisse avec une diminution de **- 73 670 €** par rapport au budget voté en 2019 et de **- 587 752 €** par rapport au réalisé 2019.

Cette baisse de recettes va venir logiquement affecter le niveau de notre épargne brute.

## 2. Les dépenses réelles de fonctionnement 2020 : 15,6M€

	BP 2019	BP 2020	évolution N-1 en %	évolution N-1 en €
<b>TOTAL DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>15 979 341 €</b>	<b>15 578 767 €</b>	<b>-3%</b>	<b>-400 574 €</b>
CHARGES GENERALES	4 760 788 €	4 551 811 €	-4%	-208 977 €
CHARGES DE PERSONNEL	8 623 800 €	8 728 200 €	1%	104 400 €
ATTENUATION DE PRODUITS	68 349 €	73 930 €	8%	5 581 €
DEPENSES IMPREVUES	330 375 €	100 000 €	-70%	-230 375 €
AUTRES CHARGES DE GESTION	1 921 479 €	1 899 526 €	-1%	-21 953 €
CHARGES FINANCIERES	260 000 €	216 000 €	-17%	-44 000 €
CHARGES EXCEPTIONNELLES	14 550 €	9 300 €	-36%	-5 250 €

### a. les dépenses de personnel : 8,7 M€

Le montant proposé au budget 2020 pour la partie Ressources Humaines est de **8 728 200 €**.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, avec la gestion unifiée du personnel, tous les agents de la Ville ont désormais comme employeur unique Mayenne Communauté qui supporte dans un premier temps l'intégralité des charges du personnel. Chaque mois suivant, Mayenne Communauté appelle le remboursement des charges salariales propres aux services de la Ville et aux services mutualisés.

Les charges du personnel de la Ville de Mayenne (inscrites au chapitre 012) augmentent :  
de 104 400 € entre le budget prévisionnel 2019 et le budget prévisionnel 2020 et,  
de 701 692 € entre le réalisé 2019 et le budget prévisionnel 2020.

En effet, ses prévisions budgétaires 2020 sont réalisées dans un contexte de très forte mobilité professionnelle. Au-delà, des huit départs à la retraite attendus, de nombreux postes sont actuellement à pourvoir. Le budget réalisé 2019 (8 026 508 €) ne correspond donc pas à la prévision budgétaire principalement en raison des mobilités professionnelles.

Autre explication à la hausse : la progression des charges pour 2020 en lien avec la mise en oeuvre du troisième volet du PPCR (protocole relatif aux parcours professionnels, carrières et rémunérations) avec la revalorisation des agents des catégories A et C au 1<sup>er</sup> janvier 2020. Enfin derniers facteurs de hausse les élections municipales (20 000 € prévus pour 2 tours), et la révision de l'accord pluriannuel, et la revalorisation du régime indemnitaire.

## b. les dépenses de gestion : 6,4M€

Ces dépenses comprennent les charges à caractère général ainsi que les charges de gestion courante.

Les charges à caractère général = 4,5 M€

	BP 2019	CA 2019	BP 2020	évolution N-1 réalisé en %	évolution N-1 réalisé en €
<b>CHARGES GENERALES</b>	<b>4 760 788 €</b>	<b>4 481 555 €</b>	<b>4 551 811 €</b>	<b>2%</b>	<b>70 256 €</b>

Par comparaison au budget inscrit à ce chapitre en 2019 (4 760 788 €), on note une diminution de 208 977 € au budget 2020 qui s'explique notamment par :

- l'impact du sinistre du hall des expositions qui a entraîné l'inscription de crédits supplémentaires en 2019 (mise en sécurité, gardiennage),
- les interventions en 2019 sur nos bâtiments publics pour des réparations (églises, couverture salle de tennis, salle Gambetta).

Ces charges à caractère général 2020 enregistrent une augmentation de 70 256 € par rapport au réalisé 2019 sous l'influence des décisions suivantes :

- Les dépenses supplémentaires du service des espaces verts budgétées pour des interventions d'entreprises externes suite à l'augmentation des surfaces à entretenir (+ 5 000 €) ; pour un diagnostic sur les arbres (+ 40 000 €) ; et pour l'entretien périodique du tunnel des serres (+ 10 000 €).
- Les remboursements au TEM 53 pour ses interventions dans le cadre de sinistres et à la demande de particuliers (+ 2 520 €)
- La location d'une décapeuse de revêtement (gestionnaire propreté),
- Une étude sur la mesure du radon dans les écoles (technicien énergie) à 7 000 €,
- Le coût des fournitures alimentaires en lien avec la charte alimentaire (bio, circuit court) du restaurant municipal (+ 30 000 €)
- Un crédit de petit équipement pour les maternelles (800 €) et une intervention judo à l'école primaire P Eluard (1 100 €) pour le gestionnaire scolaire
- La location de batterie pour le nouveau véhicule électrique du service entretien des locaux (810 €, gestionnaire entretien des locaux)
- Des taxes foncières en progression de 14 500 € en lien avec la revalorisation des bases de 1,2% et avec la nouvelle taxe due pour la Providence depuis le transfert de propriété intervenu en 2019 : taxe attendue de 13 800 € (gestionnaire finances)

Ci-après le détail par gestionnaire des crédits 2020 :

Gestionnaire	BP 2019 après DM 5 du 19/12/19	Réalisé 2019	BP 2020	Ecart BP à BP	Ecart BP2020 à réalisé 2019
Assurances	46 000,00 €	39 980,62 €	44 000,00 €	- 2 000,00 €	4 019,38 €
Relations avec le public	37 300,00 €	36 894,40 €	31 600,00 €	- 5 700,00 €	5 294,40 €
Cimetière	20 000,00 €	10 024,57 €	15 000,00 €	- 5 000,00 €	4 975,43 €
Cabinet du Maire	21 886,00 €	20 208,97 €	19 900,00 €	- 1 986,00 €	308,97 €
Communication	24 620,00 €	12 435,71 €	24 220,00 €	- 400,00 €	11 784,29 €
Coordination des services techniques	19 864,00 €	35 775,82 €	2 000,00 €	- 17 864,00 €	33 775,82 €
Espaces verts	209 440,00 €	200 346,19 €	261 000,00 €	51 560,00 €	60 653,81 €
Bâtiments	174 547,20 €	134 666,83 €	148 900,00 €	- 25 647,20 €	14 233,17 €
Magasin	85 050,00 €	68 187,93 €	69 150,00 €	- 15 900,00 €	962,07 €
Bureau d'études bâtiments	316 178,00 €	312 734,30 €	126 400,00 €	- 189 778,00 €	186 334,30 €
Bureau d'études voirie	28 400,00 €	26 583,77 €	-	- 28 400,00 €	26 583,77 €
TEM 53	182 430,00 €	197 964,42 €	195 130,00 €	12 700,00 €	2 834,42 €
Voirie	185 690,00 €	140 959,33 €	185 690,00 €	-	44 730,67 €
Garage	357 090,00 €	344 872,51 €	351 090,00 €	- 6 000,00 €	6 217,49 €
Propreté	29 830,00 €	28 238,21 €	32 350,00 €	2 520,00 €	4 111,79 €
Urbanisme	36 150,00 €	48 739,36 €	36 600,00 €	450,00 €	12 139,36 €
Logement	2 404,00 €	1 000,00 €	1 000,00 €	- 1 404,00 €	-
Transport	432 000,00 €	425 263,54 €	430 000,00 €	- 2 000,00 €	4 736,46 €
Accessibilité	1 252,00 €	-	1 252,00 €	-	1 252,00 €
Eau	58 255,00 €	43 418,93 €	52 155,00 €	- 6 100,00 €	8 736,07 €
Technicien énergie	-	2 581,68 €	9 900,00 €	9 900,00 €	7 318,32 €
Electricité	505 252,00 €	475 510,58 €	478 230,00 €	- 27 022,00 €	2 719,42 €
Eclairage public	245 000,00 €	211 962,85 €	204 000,00 €	- 41 000,00 €	7 962,85 €
Entretien chaudière contrat Cofely		2 904,00 €	44 600,00 €		41 696,00 €
Grosse réparation sur Chaudières			84 000,00 €		
Gaz	300 019,00 €	257 100,13 €	285 850,00 €	- 14 169,00 €	28 749,87 €

Gestionnaire	BP 2019 après DM 5 du 19/12/19	Réalisé 2019	BP 2020	Ecart BP à BP	Ecart BP2020 à réalisé 2019
Coordination jeunesse	11 000,00 €	3 033,82 €	10 000,00 €	- 1 000,00 €	6 966,18 €
Restaurant	409 339,00 €	419 225,05 €	417 670,00 €	8 331,00 €	1 555,05 €
Scolaire	85 969,00 €	70 629,00 €	87 728,00 €	1 759,00 €	17 099,00 €
Courte Echelle TAP	28 060,00 €	18 768,91 €	27 010,00 €	- 1 050,00 €	8 241,09 €
Planet Mômes	78 837,00 €	19 448,71 €	66 987,00 €	- 11 850,00 €	47 538,29 €
MPE	41 620,00 €	40 396,85 €	41 620,00 €	-	1 223,15 €
Sports	49 666,00 €	42 402,67 €	33 400,00 €	- 16 266,00 €	9 002,67 €
Moyens généraux	59 328,00 €	75 992,24 €	7 270,00 €	- 52 058,00 €	68 722,24 €
Entretien des locaux	10 100,00 €	9 454,18 €	10 910,00 €	810,00 €	1 455,82 €
RH	22 000,00 €	56 627,21 €	22 000,00 €	-	34 627,21 €
Formation	40 000,00 €	26 016,14 €	40 000,00 €	-	13 983,86 €
Hygiène sécurité	15 000,00 €	3 833,80 €	15 000,00 €	-	11 166,20 €
Commande publique	41 320,00 €	31 070,51 €	36 213,00 €	- 5 107,00 €	5 142,49 €
Informatique	155 750,00 €	150 391,59 €	155 614,00 €	- 136,00 €	5 222,41 €
Finances	371 314,00 €	422 956,45 €	438 272,00 €	66 958,00 €	15 315,55 €
Coord sociale	5 128,00 €	4 578,49 €	400,00 €	- 4 728,00 €	4 178,49 €
ASVP	8 900,00 €	8 374,97 €	7 400,00 €	- 1 500,00 €	974,97 €
Mission économique	8 800,00 €	-	300,00 €	- 8 500,00 €	300,00 €
<b>TOTAL</b>	<b>4 760 788,20 €</b>	<b>4 481 555,24 €</b>	<b>4 551 811,00 €</b>	<b>- 208 977,20 €</b>	<b>70 255,76 €</b>

Dans la mesure où le poste des fluides qui regroupe les dépenses d'eau, d'électricité, de gaz représente la plus grosse dépense du chapitre des charges à caractère général (28% des crédits), il est intéressant de s'attarder sur son évolution :

	Montants réglés en 2018	Montants réglés en 2019	BP 2020	évolution N-1 réalisé en %	évolution N-1 réalisé en €
Eau	53 937 €	43 419 €	52 155 €	20%	8 736 €
<i>dont piscine Robert Buron</i>	15 396 €	66 €	- €		-66 €
Electricité	247 881 €	475 511 €	478 230 €	1%	2 719 €
<i>dont piscine Robert Buron</i>	10 500 €	425 €	400 €		-25 €
Eclairage public	204 419 €	211 963 €	204 000 €	-4%	-7 963 €
Combustible	277 946 €	257 100 €	285 850 €	11%	28 750 €
<i>dont piscine Robert Buron</i>	14 114 €	- €	- €		0 €
Carburants stockés	249 775 €	263 723 €	250 000 €	-5%	-13 723 €
<b>TOTAL</b>	<b>1 033 958 €</b>	<b>1 251 715 €</b>	<b>1 270 235 €</b>	<b>1%</b>	<b>18 520 €</b>

Notre prévision en matière d'électricité et de combustible est établie à partir des éléments suivants :

- Utilisation des données de consommations (kWh) de la dernière année connue (2018),
- Estimation de la part chauffage dans chaque consommation,
- Pondération des consommations en fonction de la rigueur climatique : comparaison de l'année 2018 avec la moyenne des années 2008 à 2018 (+5% par rapport à 2018),
- Applications des tarifs des énergies connus au 01/10/2019,
- Prise en compte des changements sur installations (rénovation salle Jean Collet, incendie Hall Expo, Travaux amélioration éclairage public ...)

Globalement ce poste de fluides varie faiblement. On constate une augmentation de 1% à + 18 520 €.

#### Analyse du chapitre des charges à caractère général par objet de la dépense (principales natures comptables) :

Les dépenses du chapitre des charges à caractère général sont classées comptablement par nature ce qui correspond à un classement par objet de dépense. Outre les dépenses de fluides abordées ci-dessus, on trouve les principales dépenses suivantes :

Les fournitures et produits d'entretien budgétés pour 261 950 €

Les denrées alimentaires nécessaires à la fabrication de la crèche (26 480 €) et des repas du restaurant (390 000 €) ; Ces dernières sont inscrites en progression de 30 000 € pour faire face à l'augmentation du nombre de repas fabriqués (en lien avec l'augmentation des recettes enregistrée en 2019) et au prix des denrées compte tenu de l'application de la charte qualité ;

Les fournitures de voirie 146 000 € ;

Les fournitures administratives 21 870 € (en baisse de 1 511 € par rapport au réalisé 2019)

Les fournitures scolaires nécessaires aux écoles primaires et maternelles 40 538 € (en progression de 8 762 € par rapport au réalisé 2019) ;

Le contrat de transport public : 427 000 € (montant identique à 2019) ;

L'entretien de nos terrains : 107 700 €, dépense en progression de 41 250 € en lien avec le recours aux entreprises externes (+ 5000 €) et la nouvelle dépense du diagnostic sur les arbres (+ 35 000 €).

#### Les autres charges de gestion ou les subventions de fonctionnement et participations obligatoires aux organismes = 1,9 M€

	BP 2019	CA 2019	BP 2020	évolution N-1 réalisé en %	évolution N-1 réalisé en €
<b>AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE</b>	<b>1 921 479 €</b>	<b>1 917 416 €</b>	<b>1 899 526 €</b>	<b>-0,93%</b>	<b>-17 890 €</b>

Ce poste de dépenses enregistre en 2020 une légère diminution de 17 890 € par rapport au réalisé 2019.

A noter que la subvention au CCAS est inscrite pour un montant identique à celle versée en 2019 soit 440 000 €.

Globalement les subventions versées aux associations présentent 11 983 € par rapport au réalisé 2019. La progression de 15 592 € du contrat d'association est partiellement neutralisée par la diminution des subventions aux associations sportives par rapport au montant versé en 2019. En effet, en fin d'année 2019, il a été décidé de verser à 6 associations sportives présentant des difficultés de trésorerie une subvention totale de 40 000 €. Ce versement exceptionnel avait pour objectif de redistribuer la recette du Syndicat Mixte de l'Apprentissage en Mayenne suite à sa clôture définitive de comptes (40 348 €).

La progression du coût des écoles maternelles publiques et l'évolution favorable du nombre d'enfants mayennais scolarisés en école privée ont fait progresser de 15 592 € notre participation à l'OGEC dans le cadre du contrat d'association.

Ci-après le détail des subventions et contributions versées par la Ville de Mayenne :

	Réalisé 2019	BP 2020	évolution N-1 en %	évolution N-1 en €
Subvention aux associations privées	845 939 €	833 956 €	-1,4%	- 11 983 €
<i>dont contrat d'association</i>	214 528 €	230 120 €	7,3%	15 592 €
<i>dont Les Possibles</i>	288 255 €	288 255 €	0,0%	- €
Subvention au CCAS	440 000 €	440 000 €	0,0%	0 €
Contribution au SDIS	420 468 €	419 830 €	-0,2%	-638 €
Autres contributions	19 157 €	17 400 €	-9,2%	-1 757 €
Indemnités des élus	176 591 €	176 320 €	-0,2%	-271 €
Créances admises en non valeur	13 246 €	10 000 €	-24,5%	-3 246 €
Redevances pour licences	2 016 €	2 020 €	0,2%	4 €
<b>TOTAL</b>	<b>1 917 416 €</b>	<b>1 899 526 €</b>	<b>-0,9%</b>	<b>-17 890 €</b>

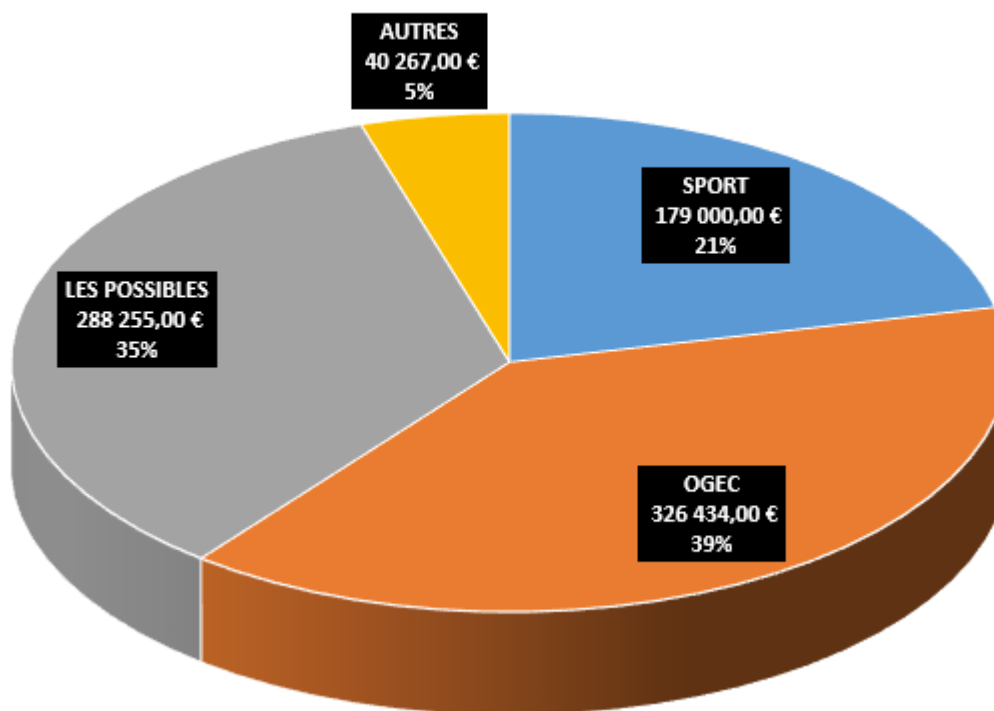
Zoom sur les subventions aux associations (833 956 €) :

En matière sportive, la Ville apportera son soutien à hauteur de **179 000 €** contre 217 710 € versés en 2019, 170 998 € versé en 2018, 170 487 € en 2017, 182 118 € en 2016, et 189 570 € en 2015 (écart 2019/2020 précédemment expliqué).

Les subventions inscrites en 2019 à destination de l'OGEC s'élèvent à **326 434 €** et comprennent le contrat d'association pour 230 120 €, ainsi que les soutiens, aux activités du temps du midi pour 53 000 €, à l'organisation de la semaine de 4,5 jours de classe pour 38 314 € et aux classes découvertes pour 5 000 €.

La subvention à l'association LES POSSIBLES est maintenue à son niveau versé en 2019 à **288 255 €** conformément au montant conventionné avec l'association.

Les autres subventions (justice, relations internationales, mémorial de la Déportation, autres) sont prévues à hauteur de **40 267 €** dont 10 000 € allouée à l'association du Mémorial de la Déportation dans le cadre d'un soutien financier par convention partenariale pluriannuelle (2018-2020) et 18 000 € de soutien à l'association Copainville.



Concernant les participations obligatoires, on trouve le contingent SDIS à 419 830 € en légère diminution.

On trouve également une contribution de 5 000 € au CAUE au titre du suivi de la convention façades, de 12 000 € pour les chantiers argent de poche organisés pendant les vacances scolaires et de 400 € à la Ville de LAVAL pour un enfant mayennais scolarisé en établissement spécialisé.

Les indemnités des élus sont inscrites pour 2020 à hauteur de 176 320 €. Elles sont présentées en quasi stabilité (176 591 € réalisé en 2019).

Ce chapitre de dépense des autres charges de gestion courante comprend 10 000 € de dépenses en prévision d'éventuelles admissions en non-valeur de créances demandées par le comptable en raison de leur irrécouvrabilité. On trouve enfin une dépense de 2 020 € pour une licence informatique annuelle nécessaire au service communication.

#### c. les frais financiers : 216K€

	BP 2019	CA 2019	BP 2020	évolution N-1 réalisé en %	évolution N-1 réalisé en €
CHARGES FINANCIERES	260 000 €	245 744 €	216 000 €	-12,10%	-29 744 €

Les charges financières issues des intérêts de nos emprunts sont prévues en 2020 à 216 000 €, en baisse de 29 744 € par rapport au réalisé 2019 et de 44 000 € par rapport au BP 2019. Cette baisse s'explique par la faiblesse des taux variables et par notre politique de désendettement menée depuis 2013 (dernier emprunt contracté par la Ville en 2012).

#### d. les charges exceptionnelles : 9 300 €

Ces charges comprennent comme tous les ans un crédit prévisionnel, sans affectation particulière de 8 500 €. A ce chapitre, un crédit de 800 € est affecté aux bourses et prix dans le cadre du concours des maisons fleuries.

Au total, nos dépenses réelles de fonctionnement enregistrent en 2020 une diminution de **400 574 € (-3 %)** par rapport au budget voté en 2019 et une progression de 833 046 € par rapport au réalisé 2019 (+6 %). Trois postes de dépenses expliquent cette progression :

- le plus gros poste celui des dépenses de personnel avec une augmentation de 701 692 € par rapport au réalisé 2019,
- les dépenses imprévues inscrites pour 100 000 € en 2020 (en 2019 = 330 375 € ) et,
- les charges à caractère général avec les dépenses nouvelles propres à l'exercice 2020 (diagnostic sur les arbres ; denrées alimentaires du restaurant municipal ; taxes foncières).

## IV – Les dépenses et ressources du budget d'Investissement

Le budget d'investissement 2020 affiche un niveau de dépenses d'équipement de 6 777 755 € financées par autofinancement et des recettes externes .

### 1. Les dépenses d'investissement 2020 :

#### a. les dépenses d'équipement : 7 M€ hors restes à réaliser

Les dépenses d'équipement affectées (hors restes à réaliser) sont réparties en 3 enveloppes :

- AMENAGEMENTS à hauteur de **1 384 942 €**,
- BATIMENTS à hauteur de **1 096 897 €**
- et ACQUISITIONS pour **1 121 151 €** .

Ci-après le détail des crédits inscrits par programme au sein de l'enveloppe Aménagements :

	Budget 2020	
	DEPENSES	RECETTES
<b>Ecoles primaires</b>		
Réfection bas cour élémentaire Paul Eluard	25 000,00	
	<b>25 000,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Maison de la Petite Enfance</b>		
Réalisation d'un sol coulé amortissant de 10mm sur 324m² de cours extérieures	26 000,00	10 833,00
	<b>26 000,00</b>	<b>10 833,00</b>
<b>Transports publics urbains</b>		
Equipement d'arrêts de bus (abribus , bancs)	10 000,00	
	<b>10 000,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Stade municipal</b>		
Vélodrome : enrobé à l'intérieur des virages pour que les rollers puissent virer à plat	14 988,00	
Réalisation d'un pas de tir à 60m	6 000,00	
Etude cération d'un terrain synthétique	96 000,00	
	<b>116 988,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Bureau d'études bâtiments pour services</b>		
Audit et mission AMO pour extension du réseau de chaleur du CHNM	35 000,00	17 500,00
	<b>35 000,00</b>	<b>17 500,00</b>
<b>Aides aux façades</b>		
Enveloppe annuelle	25 000,00	
	<b>25 000,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Aménagements</b>		
Reprise giratoire des Péyennières	65 000,00	
Reprise revêtement giratoire Volney	30 000,00	
Etude diagnostic ouvrages d'art	10 000,00	
Rue du Fauconnier Effacement de réseaux : éclairage public, électricité. Fonds de concours au TEM	146 454,00	
Rue du Fauconnier : fonds de concours au TEM enfouissement des lignes téléphoniques	53 750,00	
Cablage pour enfouissement des lignes Orange rue du Fauconnier	11 000,00	
Rue du Fauconnier Travaux sous mandat	53 750,00	<b>53 750,00</b>
Rue du Fauconnier Phase 2	187 000,00	
Rue du Fauconnier Eaux pluviales	45 000,00	
Rue du Prieuré de Berne Tranche 3	265 000,00	<b>60 000,00</b>
Travaux divers d'aménagement	25 000,00	
	<b>891 954,00</b>	<b>113 750,00</b>

	DEPENSES	RECETTES
<b>Eaux pluviales</b>		
renouvellement/renforcement eaux pluviales	40 000,00	
Réseau eaux pluviales Boulevard Anatole France ( travaux en eaux usées et eau potable sur le budget annexe Eau)	95 000,00	
	<b>135 000,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Action en faveur du développement urbain</b>		
mandat d'étude rue Rouillois	120 000,00	
	<b>120 000,00</b>	
<b>TOTAL AMENAGEMENTS 2020</b>	<b>1 384 942,00</b>	<b>142 083,00</b>

Au titre de l'enveloppe BATIMENTS de 1 096 897 €, on trouve :

	Budget 2020	
	DEPENSES	RECETTES
<b>Accessibilité</b>		
Travaux accessibilité salles de sports	140 000,00	
	<b>140 000,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Bureau d'études bâtiments pour services</b>		
Entretien préventif bâtiments communaux	70 000,00	
Protections solaires liés au réchauffement climatique	10 000,00	
	<b>80 000,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Centre technique municipal</b>		
Création d'un accès au sous sol du CTM	15 000,00	
Isolation plafond CTM locaux bâtiments	6 500,00	
	<b>21 500,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Edifices culturels</b>		
Basilique Notre Dame. Reprise Toiture, chéneaux et installation ligne de vie	40 000,00	
Presbytère Notre Dame Rénovation d'un logement	30 000,00	
	<b>70 000,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Cimetière</b>		
Fourniture et pose d'un support en granit pour fixer les plaques nominatives gravées	1 020,00	
	<b>1 020,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Classes regroupées</b>		
Sécurisation Group scolaire P Eluard	12 000,00	
	<b>12 000,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Restauration scolaire</b>		
Etudes rénovation énergétique du bâtiment : programme et chiffrage et charge charpente + déplacement des panneaux photovoltaïques vers salle L. Aubrac	21 600,00	5 400,00
	<b>21 600,00</b>	<b>5 400,00</b>
<b>La Visitation</b>		
Travaux de mise aux normes électrique, reprise couverture sur 420m² et réfection menuiseries	30 000,00	
	<b>30 000,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Hall d'exposition</b>		
Etude programmiste	100 000,00	23 950,00
	<b>100 000,00</b>	<b>23 950,00</b>

	DEPENSES	REC
<b>Salle polyvalente</b>		
Cloisons mobiles	7 000,00	
Eclairage et frise velours	4 062,00	
	<b>11 062,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Théâtre</b>		
Sonorisation et éclairage	14 015,00	
	<b>14 015,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Salles de sport</b>		
Rénovation et extension des équipements sportifs destinés aux collégiens (gymnase R Buron, salle J Collet, complexe J Ferry, salle de sport Gambetta)	470 000,00	
Tennis club mise en conformité légionnelle des douches	6 500,00	
Salle de Tennis - relamping en LED de la salle 2	21 000,00	
Boulodrome de Bras Rénovation des sanitaires	30 000,00	
	<b>527 500,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Stade municipal</b>		
Stade : Porte sectorielle 4095x600x40mm	1 700,00	
	<b>1 700,00</b>	<b>0,00</b>
<b>CENTRE SOCIAL LES POSSIBLES</b>		
Aménagement d'un SAS d'accueil	5 000,00	
	<b>5 000,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Parking du Château</b>		
Création d'un accès espace vert	4 000,00	
	<b>4 000,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Parc privé de la Ville</b>		
Porte de garage maison Bertrand	4 000,00	
Rénovation des logements	50 000,00	
	<b>54 000,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Propreté urbaine</b>		
Fermeture toilettes publiques les possibles	3 500,00	
	<b>3 500,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL BATIMENTS</b>	<b>1 096 897,00</b>	<b>29 350,00</b>

Au titre de l'enveloppe ACQUISITIONS de 1 121 151 €, on trouve :

Envoyé en préfecture le 11/03/2020

Reçu en préfecture le 11/03/2020

Affiché le 05/03/2020

**SLO**

ID : 053-215301474-20200227-CM270220DELIB06-BF

	<b>Budget 2020</b>	
	<b>DEPENSES</b>	<b>RECETTES</b>
<b>Informatique pour services</b>		
Logiciel de gestion de réservation des salles et équipements sportifs	5 450,00	
Serveurs NAS bureautique et switches	9 800,00	
130 licences	6 000,00	
3 Modules RH pour Formation; Décideur et GPEC	15 000,00	6 250,00
1 Logiciel de simulation thermique dynamique	1 800,00	
Renouvellement de 30 PC fixes ou portables	23 000,00	
Equipement en wifi des écoles	8 000,00	
Parc informatique scolaire : 3 vidéoprojecteurs TBI et 10 PC	10 500,00	
Equipement informatique nouveaux élus	20 000,00	
	<b>99 550,00</b>	<b>6 250,00</b>

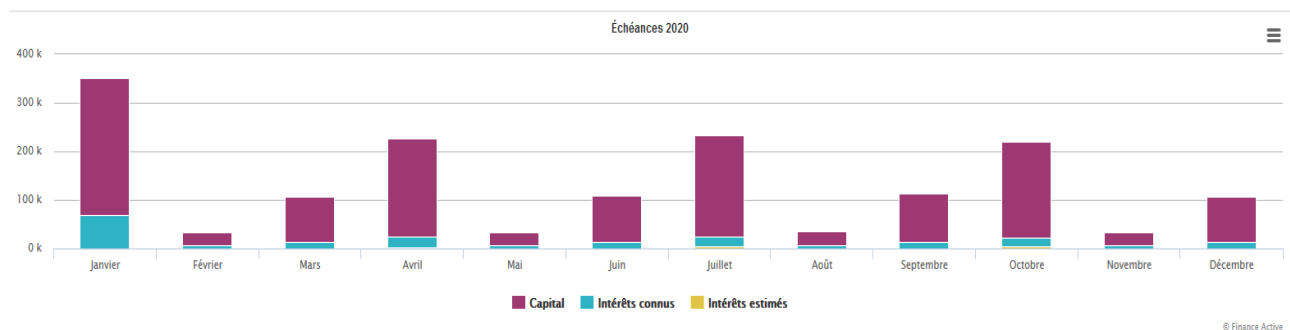
	Budget 2020	
	DEPENSES	RECETTES
<b>Entretien des locaux</b>		
autolaveuse vapeur pour l'hôtel de Ville et de Communauté	4 000,00	
	<b>4 000,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Véhicules pour services</b>		
Enveloppe annuelle de renouvellement	20 000,00	
Balayeuse d'occasion pour service propreté urbaine	80 000,00	
Fourgon 3,5 tonnes équipé d'un hayon pour Service espaces verts	35 000,00	1 000,00
Camion benne de 19 tonnes pour service voirie	120 000,00	
1 tractopelle pour service voirie de 90 à 110 CV	120 000,00	
	<b>375 000,00</b>	<b>1 000,00</b>
<b>Bureau d'études bâtiments pour services</b>		
Achat et pose de capteurs formaldéhyde	4 200,00	
Caméra thermique	500,00	
	<b>4 700,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Classes regroupées</b>		
Organigramme des clés scolaires	20 000,00	
	<b>20 000,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Restauration scolaire</b>		
Essoreuse	5 000,00	
Glacières isothermes	13 300,00	
	<b>18 300,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Théâtre</b>		
Chariot de transport	2 536,00	
	<b>2 536,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Salles de sport</b>		
Agrès de gymnastique Salle Jean Collet	10 000,00	
Equipements salles de sport (buts, poteaux, panneaux)	7 000,00	
Appareils de musculation DOJO L. Aubrac	5 000,00	
	<b>22 000,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Maison de la Petite Enfance</b>		
Tapis pour espace repos et 3 fauteuils d'allaitement	2 115,00	920,00
	<b>2 115,00</b>	<b>920,00</b>
<b>Parc privé de la Ville</b>		
Meubles électroménager pour relgt T3 PM Curie de sinistrés	3 800,00	
	<b>3 800,00</b>	<b>0,00</b>

	DEPENSES	RECETTES
<b>Propreté urbaine</b>		
Renouvellement annuel de matériel thermique	2 600,00	
	<b>2 600,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Mobilier urbain</b>		
Bancs, corbeilles, cendriers et appuis vélos	10 000,00	
	<b>10 000,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Voirie</b>		
2 crics de levage pneumatique et hydraulique	3 000,00	
1 cylindre 65 à commande manuel avec système d'arrosage	12 500,00	
1 radar pédagogique mobile	4 000,00	
1 découpeuse thermique	1 000,00	
1 godet de 90 cm pour attelage geith	750,00	
1 marteau piqueur pneumatique de 8kg	450,00	
1 meuleuse 115 mm avec batteries ion	350,00	
1 perceuse visseuse à chocs avec batteries ion	350,00	
1 plaque vibrante de 40 cm avec système d'arrosage	1 750,00	
1 réservoir d'eau pour découpeuse à matériaux	600,00	
1 scie sabre avec batteries ion	350,00	
Renouvellement annuel du matériel de balisage et signalisation de chantier	2 000,00	
	<b>27 100,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Espaces verts</b>		
Aérateur flottant de bassin	2 100,00	
Broyeur de végétaux	7 000,00	
Broyeur frontal destiné au tracteur Ref	9 500,00	
Petit matériel (debroussailluse, taille haie, souffleur, tondeuse à éjection)	5 850,00	
Pointeur GPS	15 000,00	
	<b>39 450,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Action en faveur du développement urbain</b>		
Acquisition immobilière AY185. DIA. Rue Henri Gandais/rue Chaulin Servinière	200 000,00	
Acquisition immobilière gare routière	70 000,00	
Acquisition immobilière Bel Air	170 000,00	
Démolition et aménagements Bel Air	50 000,00	
	<b>490 000,00</b>	
<b>TOTAL ACQUISITIONS 2020</b>	<b>1 121 151,00</b>	<b>8 170,00</b>

Le total des dépenses d'équipement affectées atteint **3 602 990 €** auxquelles s'ajoutent 580 211 € de crédits reportés au titre de l'exercice 2019. Ce volume de crédits nouveaux est inscrit en correspondance avec les enseignements de la prospective d'orientations budgétaires. Pour autant, après intégration des résultats de 2019, l'équilibre du budget d'investissement 2020 permet l'inscription d'un crédit de dépenses de 3 376 963,19 € affecté à la dépense 2021-2022 pour l'éclairage public dans le cadre de la convention de transfert de la compétence au TEM.

## b. le remboursement de la dette et son évolution

Le remboursement en capital de la dette s'élève en 2020 à **1 392 000 €** compte tenu des échéances d'emprunts contractés sur les exercices antérieurs. En 2019, nous avons remboursé un capital de dette de 1 358 143 €. Nous subissons sur cet exercice une remontée du volume du capital à rembourser qui est la conséquence du réaménagement de dette opéré avec la SFIL (Société de Financement Local) en avril 2015 qui consistait à regrouper deux encours en un seul en allongeant la durée de remboursement de 5 années sur la base d'un taux fixe de 1,16%. Cette remontée du capital à rembourser se produit uniquement en 2020.



	2020
Encours moyen	7 189 415,10 €
Capital payé sur la période	1 391 356,43 €
Intérêts payés sur la période	215 688,24 €
Taux moyen sur la période	2.86 %

## c. les autres dépenses de la section d'investissement

On trouve les remboursements des cautions (parking du château ; jardins familiaux) pour un crédit inscrit de 2 000 € et le déficit d'investissement du budget 2019 soit 2 150 652,78 €.

## 2. Les recettes d'investissement : 10,5 M€ (hors reports 2019)

### a. les recettes de la section d'investissement

Les recettes d'équipement 2020 se chiffrent à **10 451 659 €** après affectation en réserves du résultat de 2019 (1 840 151 €), des opérations d'ordre (578 004 €), des dotations avec le FCTVA attendu pour 191 000 €, la taxe d'aménagement pour 100 000 € et le produit des amendes de police pour un 40 000 € ; Les subventions liées au programme d'équipement sont de 172 353 €, les cessions (5 000 €), des remboursements de cautions (2 000 €) et de l'autofinancement dégagé par la section de fonctionnement 2020 (7 523 152 €) .

Le fonds de compensation de la TVA (191 K€)

Depuis 2009, la Ville bénéficie d'un versement anticipé du FCTVA sur la base des dépenses de l'exercice précédent. Ainsi, pour 2020, le montant du FCTVA, estimé sur la base des dépenses réelles d'équipement éligibles de l'exercice 2019 est de 191 000 € à partir d'un taux de FCTVA de 16,404 %.

Le produit des cessions foncières (5 K€)

Le produit des cessions affecté au budget primitif 2020 en section d'investissement est estimé à 5 000 € pour du matériel divers.

Les autres recettes d'équipement (321 K€)

La Ville de Mayenne attend un produit de taxe d'Aménagement (ex taxe locale d'équipement) de 100 000 € de même ordre que le réalisé 2019 à 101 239 €. Le produit des amendes de police est estimé à 40 000 €. Il est revu à la baisse en prévision des conséquences des destructions de radars en lien avec les mouvements sociaux des gilets jaunes (réalisé 2019 à 65 641 €).

Des financements externes sont attendus dans le cadre du programme d'investissement de la Ville à hauteur de 172 353 €.

Ils comprennent les subventions d'équipement suivantes :

- 89 350 € de financement DETR dans le cadre :
  1. du programme de reconstruction du hall d'exposition (23 950 €),
  2. de l'étude pour la rénovation du restaurant municipal (5 400 €),
  3. de l'aménagement de la rue du Prieuré de Berne - tranche 3 (60 000 €),
- 17 500 € attendus de l'Adème pour l'étude sur l'extension du réseau de chaleur existant de l'hôpital,
- 11 753 € escomptés de la CAF au titre des dépenses 2020 réalisées à la Maison de la Petite Enfance (mobilier, sol coulé amortissant),
- Des travaux sous mandat au TEM pour l'enfouissement de réseaux rue du Fauconnier (53 750 €),

On trouve également, un crédit de recette de 2 000 € pour permettre l'encaissement des cautions (parking du château, jardins familiaux, logements).

**b. le mode de financement des investissements 2020**

Le programme d'investissement 2020 est financé à 95% par de l'autofinancement. Il ne sera pas fait appel à l'emprunt en 2020. La Ville poursuit ainsi sa politique de désendettement.

## V – Niveau de l'épargne brute (ou CAF) et de l'épargne nette

Envoyé en préfecture le 11/03/2020

Reçu en préfecture le 11/03/2020

Affiché le 05/03/2020

SLO

ID : 053-215301474-20200227-CM270220DELIB06-BF

	Nos données 2017 réalisées	Nos données 2018 réalisées	Nos données 2019 réalisées	Nos données 2020 proposées hors dépendances imprévues	Nos données 2020 en €/hab	Moyenne de la strate *
<b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)</b>	<b>15 367 601 €</b>	<b>14 381 211 €</b>	<b>14 745 721 €</b>	<b>15 478 767 €</b>	<b>1 142 €</b>	<b>1 067 €</b>
Achats et charges externes	3 830 244 €	3 677 557 €	4 481 555 €	4 551 811 €	336 €	259 €
Frais de personnel	9 338 980 €	8 448 835 €	8 026 508 €	8 728 200 €	644 €	640 €
Charges financières	335 050 €	285 918 €	245 744 €	216 000 €	16 €	26 €
Autres dépenses de fonctionnement	1 863 327 €	1 968 902 €	1 991 913 €	1 982 756 €	146 €	142 €
<b>RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)</b>	<b>18 273 135 €</b>	<b>17 942 186 €</b>	<b>18 271 059 €</b>	<b>17 683 307 €</b>	<b>1 305 €</b>	<b>1 239 €</b>
Impôts locaux ménages	6 299 129 €	6 389 660 €	6 560 392 €	6 637 902 €	490 €	528 €
Fiscalité reversée (AC) + DSC	5 012 548 €	4 612 455 €	4 791 547 €	4 805 383 €	355 €	234 €
Autres impôts et taxes	847 184 €	795 865 €	890 235 €	857 000 €	91 €	73 €
Versement transport	- €	183 005 €	570 151 €	370 000 €		
Concours de l'Etat - DGF	1 347 285 €	1 302 035 €	1 262 543 €	1 197 543 €	88 €	177 €
Autres concours de l'Etat (dont FPIC)	446 775 €	478 831 €	495 275 €	530 089 €	39 €	34 €
Subventions et participations	2 265 718 €	2 247 136 €	1 564 090 €	1 530 200 €	113 €	68 €
Ventes de biens et services	1 556 013 €	1 582 547 €	1 722 021 €	1 573 289 €	116 €	90 €
Autres recettes de fonctionnement	498 483 €	350 652 €	414 806 €	181 901 €	13 €	35 €
<b>EPARGNE BRUTE (3) = (2) - (1)</b>	<b>2 905 534 €</b>	<b>3 560 975 €</b>	<b>3 525 339 €</b>	<b>2 204 540 €</b>	<b>163 €</b>	<b>172 €</b>
Remboursement de dette (4)	1 618 604 €	1 483 820 €	1 358 144 €	1 392 000 €	103 €	84 €
<b>EPARGNE NETTE = (3) - (4)</b>	<b>1 286 930 €</b>	<b>2 077 155 €</b>	<b>2 167 195 €</b>	<b>812 540 €</b>	<b>60 €</b>	<b>88 €</b>
taux d'épargne brut	16%	20%	19%	12%		

\* (à partir des derniers chiffres publiés : 2017 mise en ligne en mars 2019 DGCL)

Si l'on procède à une comparaison entre le budget réalisé de 2019 et le budget prévisionnel 2020 (hors dépense imprévues) on peut en conclure :

- que le budget 2020 de la Ville subit un effet ciseaux : ses dépenses de fonctionnement augmentent de 5% (+726 596 €) sous l'effet de l'évolution des frais de personnel alors que les recettes de fonctionnement diminuent de 587 752 € sous l'effet du niveau des recettes exceptionnelles 2019 (versement transport, indemnisation assurance hall des expositions, excédent clôture SMAM)
- Cet effet ciseaux génère logiquement une dégradation de nos épargnes : notre épargne brute chute de 37%, et notre épargne nette diminue de 62%,
- Des ratios qui montrent que nous réalisons plus de dépenses que les communes de la strate (de métropole entre 10 000 € et 20 000 habitants) avec des ressources d'un niveau légèrement plus élevé,
- Notre taux d'épargne brute (rapport entre l'épargne brute et les recettes réelles de fonctionnement) se dégrade et passe de 16% en 2017 à 20 % en 2018 puis 19% en 2019 et 12 % en prévisionnel 2020.

**Rappelons que comparer le budget prévisionnel au réalisé n-1 nous indique seulement une tendance.**

## VI – Le niveau d'endettement de la Ville

Notre Ville dispose au 1<sup>er</sup> janvier 2020 d'un encours de dette sous la barre des 8 millions à **7 989 552 €** (contre 18,6 M€ au 1<sup>er</sup> janvier 2014) avec un taux moyen qui stagne à 2,89% et en encours de 22 lignes de prêts (25 en 2018) réparti à 71% en taux fixe.

Capital restant dû (CRD)	Taux moyen (ExEx, Annuel)	Durée de vie résiduelle	Durée de vie moyenne	Nombre de lignes	Marge sur Euribor 3M (%)
7 989 552 €	2.89 %	7 ans et 1 mois	3 ans et 10 mois	22	0,50 %

L'évolution de l'encours de dette du budget principal depuis 2014 montre un endettement maîtrisé et un net recul de notre stock de dette.

La politique de désendettement menée par la municipalité porte ses fruits (pas de recours à l'emprunt depuis 2013).

Nos prêteurs :

Prêteur	CRD	% du CRD
SFIL CAFFIL	2 452 500,10 €	30.70 %
CAISSE D'EPARGNE	1 414 730,08 €	17.71 %
CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 234 504,06 €	15.45 %
CREDIT MUTUEL	1 226 985,57 €	15.36 %
DEXIA CL	1 079 662,16 €	13.51 %
CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	575 000,00 €	7.20 %
Caisse Allocations Familiales	6 169,75 €	0.08 %
<b>Ensemble des prêteurs</b>	<b>7 989 551,72 €</b>	<b>100.00 %</b>

En matière d'endettement notre situation par rapport à la moyenne des communes de notre strate (communes de métropole de 10 000 à 20 000 habitants), est très correcte : nos ratios sont bons, et montrent que notre dette est maîtrisée.

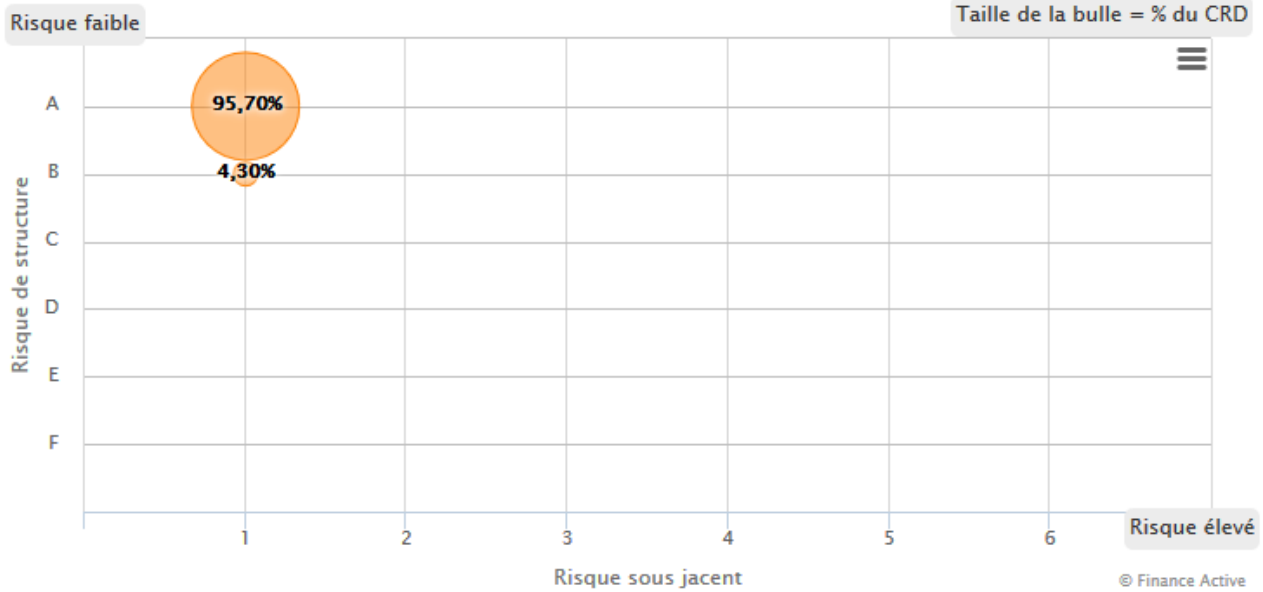
Notre dette selon la charte de bonne conduite : un classement très

Envoyé en préfecture le 11/03/2020

Reçu en préfecture le 11/03/2020

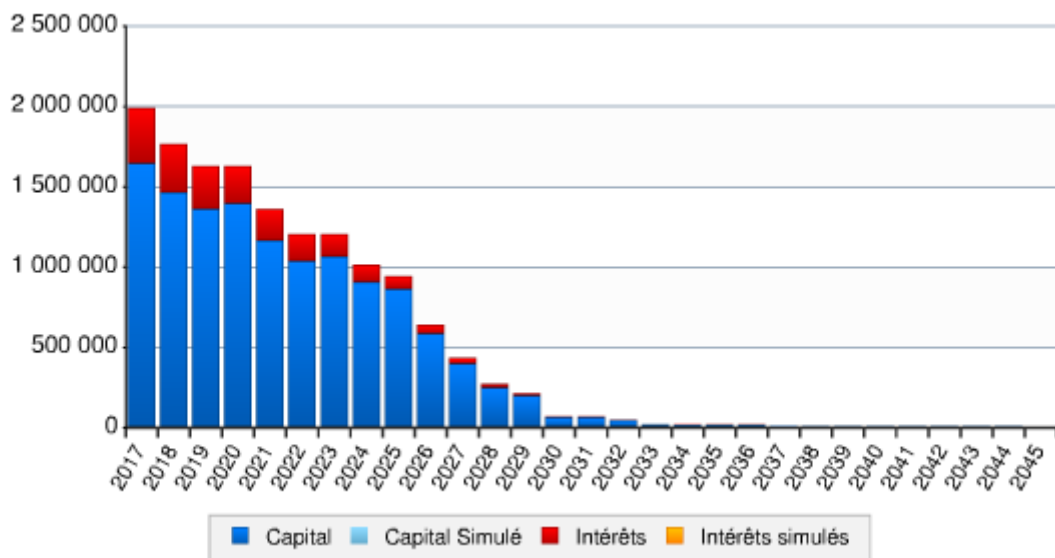
Affiché le 05/03/2020

ID : 053-215301474-20200227-CM270220DELIB06-BF



Notre profil d'extinction de la dette :

## Flux de remboursement



## VII – Les principaux ratios

INFORMATIONS STATISTIQUES Insee 1 <sup>er</sup> janvier 2020	Valeurs
Population totale (municipale et comptée à part)	<b>13 551</b>
Nombre de résidences secondaires (*)	<b>128</b>
Nom de l'EPCI à fiscalité propre auquel la commune adhère : <b>Communauté de Communes de MAYENNE COMMUNAUTE</b>	

INFORMATIONS FISCALES - Fiche DGF 2019 (*)					
Potentiel fiscal et financier 4 taxes		Valeurs par habitant pour la commune		Moyennes nationales de la strate	
Fiscal	Financier	Fiscal	Financier	Fiscal	Financier
15 264 523	16 130 829	1093,447206	1155,50351	1046,222099	1136,250631

INFORMATIONS FINANCIERES - RATIOS		Valeurs	Moyennes nationales de la strate(4)
1	Dépenses réelles de fonctionnement / Population	1 149 €	1 061 €
2	Produit des impositions directes (1) / Population	490 €	533 €
3	Recettes réelles de fonctionnement / Population	1 305 €	1 239 €
4	Dépenses d'équipement brut / Population	225 €	269 €
5	Encours de dette / Population	589 €	850 €
6	Dotation globale de fonctionnement estimée (2) / Population	88,40 €	177 €
7	Dépenses de personnel nettes(3) / Dépenses réelles de fonctionnement	53,4%	60 %
8	Dépenses de fonct. et remboursement de la dette en capital / Recettes	95,9%	92,2%
9	Dépenses d'équipement brut / Recettes réelles de fonctionnement	17,23%	20,38%
10	Encours de la dette / Recettes réelles de fonctionnement	45,2%	68,60%

(1) Produit des 3 taxes (73111)

(2) DGF non notifiée à la date de vote du budget (DGF= dotation forfaitaire+DSU+DSR+DNP)

(3) Dépenses de personnel (012) - mises à disposition (7084)

(4) DGCL les finances des communes 2017- communes de + de 10 000 hab

## VIII – Le budget consolidé

Les dépenses réelles de FONCTIONNEMENT 2020 du budget principal et des 3 budgets annexes:

	Budgets 2020
Budget principal	15 578 767 €
Eau et assainissement	78 686 €
Pompes Funèbres	610 299 €
Crématorium	236 300 €
total	<b>16 504 052 €</b>

Les recettes réelles de FONCTIONNEMENT 2020 du budget principal et des 3 budgets annexes :

	Budgets 2019
Budget principal	17 683 307 €
Eau et assainissement	490 300 €
Pompes Funèbres	708 003 €
Crématorium	449 999 €
total	<b>19 331 609 €</b>

La dette consolidée au 01/01/2020 :

	Encours
Budget principal	7 989 552 €
Eau et assainissement	605 860 €
Pompes Funèbres	161 122 €
Crématorium	163 856 €
total	<b>8 820 390 €</b>